

Travail présenté par

Zariatou Timité (8437006)

Mémoire

API 6999

Le discours sur l'économie informelle en Côte d'Ivoire de 2000 à 2020

Soumis à

Professeure Catherine Liston-Heyes

Université d'Ottawa

Faculté des sciences sociales

École d'Affaires publiques et internationales

30 novembre 2021

Remerciements :

À feu Alima Ouattara, la mère de tous les enfants Timité

TABLE DES MATIERES

Résumé.....	2
Liste des acronymes.....	3
Liste des tableaux, des graphiques, et des encadrés	4
1. Introduction.....	5
1.1 Contexte	12
2. La revue de littérature	14
2.1 Contexte historique	14
2.1.1 De l'indépendance aux années 2000.....	14
2.1.2 De 2000 à 2020	19
2.2 Cadre théorique.....	28
2.2.1 Secteur informel et développement humain	31
2.2.2 Secteur informel et protection sociale.....	33
2.2.3 Secteur informel et développement économique	34
2.2.4 Secteur informel et « Efficiency losses »	35
3. Méthodologie	38
3.1 Critères de recension de la base de données	38
4. Analyse systématique des documents	44
4.1 Ressources	44
4.2 Résultats	46
4.2.1 But et procédés	46
4.2.2 Identification des ressources	46
4.2.3 Randomized selection process tool / Outil de procédé de sélection aléatoire	49
4.2.4 Outil de procédé de sélection aléatoire finale	50
4.3 Analyse textuelle de documents	52
4.3.1 Nvivo	52
4.3.2 Choix méthodologique	52
4.3.3 Interprétation des résultats	54
4.3.4 Perspectives	60
5. Conclusion	62
6. Bibliographie.....	66
7. Annexes	69

Résumé

La Côte d'Ivoire déclare constamment que son objectif est de devenir un participant actif de l'économie mondiale d'ici 2030. À son crédit, son économie a connu une croissance régulière ces dernières années et son environnement politique est devenu beaucoup plus stable après des décennies de turbulences. Pourtant, et malgré ces affirmations, comme de nombreux pays en développement, le secteur informel reste important. Peu de progrès ont été réalisés pour intégrer ce secteur malgré l'acceptation générale par les institutions mondiales - telles que la Banque mondiale et le FMI - que la formalisation est une étape nécessaire dans le développement économique d'un pays. Si les travailleurs informels contribuent invariablement à la performance économique de la Côte d'Ivoire, on sait peu de choses sur l'ampleur et la portée réelles de leurs activités et sur l'évolution de leur productivité au fil des ans. De plus, les travailleurs informels sont privés des ressources publiques et légales nécessaires à l'amélioration de leurs conditions sociales et économiques, à l'augmentation de la productivité et à la stabilité politique du pays, durement gagnée. Dans cette optique, ce mémoire étudie l'évolution du développement économique de la Côte d'Ivoire au cours des deux dernières décennies, en se concentrant en particulier sur son discours sur le secteur informel. Nous examinons également le discours de ses partenaires financiers et de ses mentors afin d'essayer de saisir les pressions externes exercées sur le pays pour qu'il formalise son économie. Pour ce faire, nous réalisons une analyse de contenu des documents du gouvernement et des partenaires financiers publiés durant cette période, en encadrant notre interprétation par une approche legaliste (Roubaud, 2014). De manière surprenante, et malgré l'accent mis sur la formalisation des économies dans la littérature sur les économies en développement, nous avons trouvé relativement peu de références à des recommandations directement liées au secteur informel. Cela soulève des questions intéressantes sur la volonté du pays de formaliser son économie, la faisabilité de l'échéance de 2030 et la pertinence de l'encadrement par des partenaires extérieurs.

Abstract

The Ivory Coast repeatedly states that its objective is to emerge as a active participant in the global economy by 2030. To its credit, its economy has grown steadily in recent years and its political environment has become much more stable after decades of turbulence. Yet, and despite these claims, like many developing countries, it has a persistently large informal sector. Little progress has been made to integrate this sector despite widespread acceptance by global institutions - such as the World Bank and the IMF - that formalisation is a necessary step in the economic development of a country. While informal worker invariably contribute to the economic performance of the Ivory Coast, little is known about the actual scale and scope of their activities and changes in productivity through the years. Moreover, informal workers are deprived of the public and legal resources that are necessary to improve their social and economic conditions, enhance productivity, and builds on the country's hard earned political stability. In this light, this MRP investigates the evolution of Ivory Coast's economic development over the past two decades, focussing in particular on its discourse about the informal sector. We also examine the discourse of its financial partners and mentors in an attempt to capture external pressures exerted on the country to formalise its economy. We do so by performing a content analysis of government and financial partner documents published during this period, framing our interpretation by a legalist approach (Roubaud, 2014). Surprisingly, and despite the emphasis on formalising economies in the literature on developing economies, we found relatively few references to recommendations

directly related to the informal sector. This raises interesting questions about the willingness of the country to formalise its economy, the feasibility of the 2030 deadline, and the relevance of the mentoring by external partners.

Mots-clés : secteur informel, économie informelle, discours, corruption, données, publication, analyse, économie, légalisme, développement, emploi, émergence, partenaires financiers.

Liste des acronymes

AGEP - Agence d'Études et de la Promotion de l'emploi (AGEPE)

ANCI - Archives Nationales de Côte d'Ivoire

BAD - Banque africaine de développement

BIT - Bureau International du Travail

BM - Banque mondiale

CEDEAO - Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CI - Côte d'Ivoire

FMI- Fonds Monétaire International

INS - Institut National de la Statistique

MEF - Ministère de l'Économie et des Finances de Côte d'Ivoire

OCDE - Organisation de coopération et de développement économiques

OIT - Organisation Internationale du travail

ONU - Organisation des Nations Unies

PIB - Produit Intérieur Brut

UEMOA - Union économique et monétaire ouest-africaine

UNDP - United Nations Development Programme

UPI - Unité de Production Informelle

RCI- République de Côte d'Ivoire

Liste des tableaux, des graphiques, et des encadrés

Tableaux :

Tableau 1 : Contributions à la pauvreté (P0)

Tableau 2 : Poids de l'économie informelle dans quelques pays d'Afrique de l'Ouest

Tableau 3 : Répartition des unités de production selon la durée de vie

Tableau 4 : Répartition des unités de production selon le type de local

Tableau 5 : Répartition des chefs d'unités selon le plus haut diplôme

Tableau 6 : Index de perception de la corruption, Transparency International 2010-2020

Tableau 7 : Résultats de recherche dans le logiciel NVIVO, tableau partiel

Graphiques :

Graphique 1 : PIB par tête en \$ internationaux (PPA)

Graphique 2 : Création brute d'UPI par branche

Graphique 3 : UNDP Human Development Index Côte d'Ivoire (1990-2020)

Graphique 4 : Publications totales de documents par entité (2000-2020)

Graphique 5 : Publications quinquennales de documents par la Côte d'Ivoire et ses partenaires financiers (2000-2020)

Graphique 6 : Représentation visuelle de la catégorie 2000-2005

Graphique 7 : Échantillon & Tirage final

Graphique 8 : Proportion des publications par entité

Graphique 9 : Le rapport propose des recommandations visant à relever les défis de l'émergence

Encadré :

Encadré 1 : Les statistiques économiques et sociales en Côte d'Ivoire, avertissement

Avertissement : tout au long de ce travail nous utilisons de façon interchangeable et commune les termes « secteur informel » et « économie informelle » pour désigner une même réalité : celle de l'économie informelle objet de notre étude. Aucune distinction d'ordre terminologique n'est faite entre ces deux termes compte tenu que notre mémoire n'est pas un document de travail statistique tel que défini par le Bureau International du Travail (ILO, 2013, p4). Le but de ce mémoire étant de capturer les réalités et la situation de cette économie aux fins d'analyses.

En référence et pour information suivent les définitions du Bureau International du Travail (BIT) :

(a) Économie informelle

Toute activité économique réalisée par des travailleurs ou des unités économiques qui n'est pas couverte ou est insuffisamment couverte – selon la loi ou en pratique – par des dispositions officielles (sur la base de la CIT de 2002) (ILO, 2013, p6).

(b) Secteur informel

Groupe d'unités de production (entreprises sans personnalité morale détenues par des ménages) incluant les « entreprises informelles de personnes à leur compte » et les « entreprises d'employeurs informels » (sur la base de la 15^e CIST) (ILO, 2013, p6).

1. Introduction

En 2020, la Banque mondiale saluait la croissance économique de la Côte d'Ivoire qui était restée forte et constante pendant près d'une décennie avec un taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) supérieure à 6% depuis 2012 (Banque mondiale, 2020). Cette croissance continue faisait d'elle l'une des économies les plus performantes de l'Afrique subsaharienne (Banque mondiale, 2020). Ainsi dans son 10e rapport annuel intitulé "*La Côte d'Ivoire face à la COVID-19 : l'impact de la situation sanitaire sur les ménages et les entreprises ivoiriennes*" publié en août 2020 faisant un état de la situation économique du pays durant cette année sensible pour l'économie mondiale, un point majeur souligné était la perte de revenus importants subits par le secteur informel (Banque mondiale, 2020). En 2020, le secteur représentait en effet la partie dominante de l'activité économique du pays (Banque mondiale, 2020). En le désignant donc comme la première victime économique de la pandémie, l'institution rappelait à l'État ivoirien de même qu'à la population la fragilité de son économie. Cette réalité avait en conséquence des effets directs sur les différents acteurs du secteur informel notamment les ménages, les entreprises informelles et les individus y exerçant avec la précarité en résultant de part et d'autre.

Ce constat est d'autant plus intéressant que bien que le pays dispose d'une économie majoritairement informelle en 2020, il ne parvient pas à coordonner efficacement ce secteur d'activité comme le démontrent les travaux de l'Organisation Internationale du Travail en Côte d'Ivoire pour en faire un moteur essentiel de son développement économique (OIT, 2008, p4). Cela laisse donc observer une récurrence des défis habituels rattachée à la prédominance du secteur informel dans toute économie nationale. Des défis qui continuent par ailleurs de se renforcer au fil du temps. Comme le souligne Charmes et Adair dans leur article (L)'inconstant caméléon, ou comment appréhender l'informel : la girafe est changée en éléphant (Mead and Morrisson, 1996)

qui est trop grand pour passer inaperçu ou pour que l'État puisse en venir à bout par des mesures simples. On pourrait aussi le comparer au caméléon, pour sa capacité à devenir invisible et se faufiler à travers les mailles des réglementations. Mais, pour sûr, ce n'est pas un dinosaure, il n'est guère en danger d'extinction! (p.7) Ainsi, la profusion d'acteurs dans le secteur informel continue de croître, et le caractère illégal l'entourant empêche toute possibilité de taxation par l'État ivoirien de la majeure partie de sa population active. En plus, l'évolution de la corruption qui est un phénomène propre à l'absence d'un cadre légal régissant cette économie dominante est problématique pour le développement du pays. Ajoutée à ces facteurs, la précarité des acteurs du secteur informel en termes de protection sociale représente autant de réalités qui suscitent notre intérêt.

Le secteur informel, qui depuis les années 70 fait de plus en plus l'objet d'observations et d'études tant des organisations internationales, des pays que des académiciens est devenu un élément central dans l'observation de l'activité économique des pays en développement. En effet il représente dans certaines régions du monde notamment l'Amérique latine et l'Afrique le poumon de l'activité économique en étant l'occupation de la majorité des populations. Le secteur informel au sens strict, tel que défini par la Conférence Internationale des Statisticiens du Travail, la CIST de 1993 représentait 80,4% de l'emploi total dans l'économie informelle en Afrique subsaharienne, 79,4% en Asie, 64,6% en Amérique Latine, 58,7% en Afrique du Nord et au Moyen-Orient et 50,5% dans les pays en transition (Charmes & Adair, 2014). Par conséquent, bien qu'elle génère des revenus importants, l'absence de formalisation et d'encadrement de cette économie la situe dans une catégorie floue de l'économie. Et cela a un impact significatif sur le développement des pays. Encore, l'absence de données et d'informations disponibles sur ce secteur d'activité rend plus complexe son étude dans beaucoup de pays (Roubaud, 2014).

Pour comprendre donc la situation du secteur informel au sein de l'économie ivoirienne, nous allons dans notre travail nous intéresser à l'évolution du discours sur le secteur informel qui représente la plus grande partie de l'activité économique en Côte d'Ivoire. Ainsi présenté, notre travail consistera à effectuer une observation de l'intensité et de la qualité du discours basé sur la référence faite au secteur informel dans les interventions des officiels Ivoiriens et des partenaires financiers du pays. Dans notre travail de recherche, nous voulons comprendre comment le discours sur le secteur informel a évolué au cours des vingt dernières années, notamment de 2000 à 2020 dans le cadre économique et politique en Côte d'Ivoire. Ce sujet est important pour nous pour au moins deux raisons :

- D'abord cette étude nous permettra de mettre en lumière à partir d'une analyse systématique du discours, les données et les réalités les plus à jour sur ce secteur d'activité qui sont quasiment absentes de la littérature académique de même que de l'espace public ivoirien. En ce sens, notre travail pourra servir de point de référence pour des analyses futures sur la question;
- Ensuite, notre démarche relève de la nécessité d'une analyse conceptuelle, car pour un pays qui a des objectifs affirmés d'émergence donc de développement depuis 2011 (OCDE, 2016, p.24), l'intégration effective de l'économie informelle qui ne rentre toujours pas dans les cadres légaux de l'exercice de l'autorité de l'État représente un frein à la bonne gouvernance de la Côte d'Ivoire nécessaire pour un développement économique réel.

Pour réaliser donc ce travail, nous nous appuierons sur les données officiels l'État de Côte d'Ivoire (CI) et des organismes internationaux encadrant l'économie ivoirienne. Ces organisations par leurs politiques et leurs accompagnements financiers interviennent régulièrement dans l'environnement économique, politique et social de la Côte d'Ivoire. À ce titre, nous nous

référerons à ces acteurs internationaux comme les partenaires financiers de la Côte d'Ivoire. Dans le cadre de cette recherche, on s'intéressera concrètement aux attentes envers le secteur informel des partenaires financiers de la Côte d'Ivoire que sont : le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale (BM), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de ses partenaires régionaux : le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) et la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cet intérêt s'explique par le fait que ces organisations représentent à ce jour les instances légitimes disposant des données couvrant la période de notre analyse et intervenant fréquemment dans l'observation de l'activité économique ivoirienne. Aussi, bien que les procédés et les politiques de formalisation de l'économie informelle ivoirienne qui est un sujet plus vaste ne font pas partie de notre recherche, les résultats de ce travail pourraient possiblement ouvrir le sentier vers cet horizon.

Questions de recherche

En appliquant le cadre théorique de **l'approche légaliste** de l'économie informelle qui considère que le secteur informel est constitué de micro-entrepreneurs qui préfèrent opérer de manière informelle pour échapper à des régulations publiques jugées asphyxiantes (Roubaud, 2014, p.114), nous utiliserons les caractéristiques de ce secteur d'activité pour déterminer comment ceux-ci sont mentionnés dans le discours de la Côte d'Ivoire et ses partenaires financiers. Par cette approche, nous allons analyser comment les politiques et actions en faveur du secteur informel font référence aux réalités et aux défis des acteurs cette économie "cachée" (Godfrey, 2011). Elles pourraient alors exprimer des demandes imposées (c'est-à-dire à des préalables à certaines interventions, aides des partenaires financiers) ou la volonté politique de la Côte d'Ivoire d'intégrer cette économie exclue et marginalisée dans son plan de développement économique.

Pour étudier ces différentes perspectives, nous allons effectuer dans un premier temps une analyse de données à partir des textes recueillis : publications, documents et ressources issues des plateformes de recherche des partenaires financiers de la CI et du pays lui-même. Ces données seront ensuite répertoriées dans le logiciel Excel d'où ils feront l'objet d'une sélection aléatoire avec l'outil de tirage au sort Dcode. Par la suite, une analyse textuelle à travers le logiciel Nvivo sera menée afin de rechercher le mot "secteur informel" en tant que mot clé et finalement, les résultats produits seront analysés et interprétés. Ce mémoire explorant à quel point les partenaires financiers de la Côte d'Ivoire mettent l'emphasis sur l'économie informelle de l'année 2000 à 2020, nous abordons ce thème en répondant à quatre questions de recherche qui incluent :

1. Quelles sont la quantité et la fréquence (intensité) du mot "secteur informel" dans le discours sur l'économie informelle pendant les vingt années de référence?
2. Quelle est la nature qualitative de ces références au secteur informel dans le discours et comment évolue la nature de ce discours dans le temps?

En particulier, s'agit-il de conditions posées par les partenaires financiers de la Côte d'Ivoire, d'observations liées à l'économie générale ou d'une volonté affichée des dirigeants ivoiriens de mieux encadrer ce secteur d'activité?

3. Ce discours a-t-il changé lors des vingt dernières années ?
4. Et finalement - compte tenu que l'un des défis majeurs associés à la taille importante de l'économie informelle est la présence d'une corruption insidieuse dans des pays où elle est dominante - quelle est la relation entre l'économie informelle et la corruption dans ce discours en Côte d'Ivoire?

Les réponses à ces questions vont se découvrir par l'analyse systématique des documents publiés par la Côte d'Ivoire et ses partenaires financiers sur la période de 2000 à 2020. À cette fin, j'utilise

une méthode qui implique une recherche systématique quantitative des documents qui incluent : les publications annuelles gouvernementales de la CI et des partenaires financiers, communiqués de presse, rapports, documents de travail et de recherche sur les politiques, notes de politiques, rapports d'évaluation, notes d'information, études, actualités... etc. Ces documents régulièrement publiés par les entités décrivent leurs opérations sur le terrain en CI et leurs analyses de l'économie ivoirienne. En utilisant la fréquence et le contenu autour des mots clés que sont : "secteur informel" ou "économie informelle", nous rechercherons également par extension une liste de mots reliés au contexte de notre recherche : « Produit Intérieur Brut », « PIB », taxes, secteur privé, formalisation, dettes, sécurité, emploi, financement, aide, gouvernance, développement, pauvreté, travail, protection sociale, corruption. Ces mots aideront à contextualiser l'économie informelle ivoirienne à travers les réalités qui lui sont ainsi propres.

Cependant une réalité importante de cette étude est le manque flagrant de documents et d'archives de la Côte d'Ivoire tant sur ses plateformes officielles (sites internet des ministères et des directions gouvernementales) que dans ses journaux officiels et locaux. En effet, le gouvernement de CI ne publie presque aucune donnée officielle sur ses plateformes et de surcroît les archives sont quasiment inexistantes. Le contournement de ce défi par l'usage de documentation issue des quotidiens officiels n'est pas non plus possible. En effet, ceux-ci n'ont pas d'outils de recherches adéquats (moteur de recherche inexploitable, absence d'archives dans le temps). Au regard de ce défi, notre analyse permettra d'ouvrir une fenêtre sur la situation de la Côte d'Ivoire en matière d'économie informelle. Le mémoire sera le lieu de communiquer sur l'état de la documentation disponible pour des recherches sur le secteur informel et aussi de souligner l'importance d'une réflexion académique profitable tant au pays qu'aux institutions s'intéressant à cette question. Cette information importante permettra également de comprendre

les pressions en termes d'intensité et de nature que les partenaires financiers imposent à la Côte d'Ivoire en relation avec son économie informelle. Finalement, cette approche comme nous l'avons dit plutôt nous permettra également de mieux exposer sur la difficulté découlant des barrières à la recherche que sont le manque de données et d'archives. Nous tenons à mentionner au lecteur que notre approche méthodologique diffère de l'approche de la revue de littérature systématique (Systematic Literature Review SLR) utilisée dans le domaine académique (Okoli & Schabram 2010). Cela s'explique par le fait que notre champ de recherche est dirigé vers des entités institutionnelles et par conséquent nos ressources reposent sur les bases de données de celles-ci. N'étant pas académiques, cela nous a conduits au choix de la revue de littérature systématique de documents comme méthode. En ce sens, les données que nous traitons ne sont pas des données scientifiques issues aux bases de données scientifiques, de collectes de données académiques et il n'y a aura pas de filtrage de nos différentes sources de façon systématique, respectant le spectre scientifique. Nous y reviendrons d'ailleurs dans nos méthodes.

Dans la première partie de notre travail, nous commencerons par décrire notre cas en le contextualisant, ensuite je donnerai un aperçu de l'évolution économique de la Côte d'Ivoire au cours des dernières décennies. Puis, dans la deuxième partie de notre travail, nous nous intéresserons à la problématique liée à la prédominance du secteur informel dans l'économie ivoirienne que nous aborderons dans le cadre théorique et aux effets conséquents liés au développement économique. Finalement nous extrairons et analyserons à partir d'Excel, de l'outil de sélection aléatoire en ligne Dcode et du logiciel d'analyse textuelle Nvivo nos données. Pour conclure, nous interpréterons nos résultats de recherche sur le secteur informel pour mettre en évidence son évolution dans le discours de la Côte d'Ivoire et de ses partenaires financiers au cours des vingt dernières années.

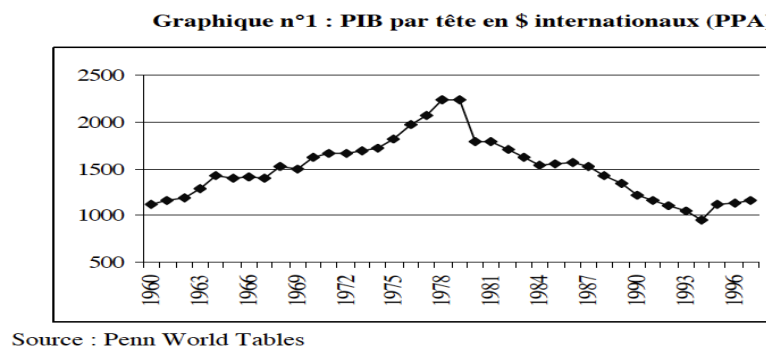
1.1 Contexte

Longtemps dépeinte comme l'eldorado de l'Afrique de l'Ouest francophone, l'activité économique de la Côte d'Ivoire a suscité depuis son indépendance en 1960 bien de l'intérêt. En effet, ses partenaires financiers se sont toujours tenus à ses côtés en toutes circonstances de même que la Communauté internationale, fidèle observatrice de son évolution (MEF, 2012). Comme le démontre une étude de l'OCDE sur la capacité du pays à devenir un pays émergent publiée en 1999, la Côte d'Ivoire a connu différentes phases de croissances, et ce à plusieurs niveaux de son économie, sans pour autant maîtriser certaines réalités propres à son développement (p.8).

En effet, du fait d'un environnement politique et social stable, le pays a su tirer profit de son exceptionnelle production de matières premières après son indépendance. Puis s'en sont suivis des années de récession pendant lesquelles la présence de ses partenaires financiers est devenue de plus en plus accrue (Akindès, 2011). Des crises économiques au tournant des années 90, aux difficultés sociopolitiques couvrant une décennie de son histoire après 1999, le pays a mis en place avec l'accompagnement de ses partenaires financiers des mesures parfois drastiques telles que les (PAS), Programmes d'Ajustement Structurel visant à stabiliser l'économie (Akindès, 2011). Pendant que la majorité des politiques et des programmes visaient la croissance économique, l'accent mis sur le secteur informel n'est pas souligné. Tandis que le secteur privé, les industries et les services sont régulièrement plébiscités et particulièrement le secteur privé, qui bénéficie des financements de l'État ivoirien, les actions d'envergure sont limitées pour le secteur informel (Cogneau & Mesplé-Soms, 1999). Cela justifie aussi l'objet de notre travail sur l'analyse du discours sur le secteur informel en Côte d'Ivoire sur la période des vingt dernières années pour voir l'évolution faite à ce niveau. On pourra ainsi comprendre comment le secteur informel a été évoqué dans le discours de la Côte d'Ivoire et de ses partenaires financiers au gré des réalités

traversées par le pays et des actions mises en place par ces différentes entités. En tant que composante importante du PIB du pays, il est visible sur l'illustration 1 que prioritairement aux années 2000, le PIB du pays a connu différentes variations au sein desquelles le secteur informel a joué un rôle clé. Logiquement donc, l'État devrait accorder une certaine importance à cette économie d'où notre hypothèse est que la présence du secteur informel dans le discours économique, politique et social de la Côte d'Ivoire et ses partenaires financiers a augmenté au fil des années.

Illustration 1



Encadré n° 1 : Les statistiques économiques et sociales en Côte d'Ivoire, avertissement

La Côte d'Ivoire dispose d'un système d'information statistique et économique parmi les plus développés d'Afrique. Toutefois, les moyens consentis à la production statistique ont été fortement réduits depuis les années 70, ce qui fragilise considérablement beaucoup d'informations, que ce soit par manque d'enquêtes récentes ou absence de renouvellement des bases de sondages.

En ce qui concerne les statistiques financières et comptables, des efforts importants d'harmonisation entre les différentes sources d'information ont été entrepris de la part des autorités nationales et des bailleurs de fonds. Cependant, il existe de nombreuses divergences pour les périodes passées qu'il a été difficile de corriger.

Pour la sphère réelle de l'économie, le système repose sur un suivi des grandes entreprises modernes (Banque de Données Financières, enquêtes de conjoncture dans l'industrie) et des enquêtes représentatives au près des ménages, de type LSMS, permettant d'observer une évolution des niveaux de vie et de la pauvreté.

Deux grands manques sont à déplorer, comme dans la plupart des pays africains : l'absence d'enquêtes sur le secteur informel urbain et l'absence de statistiques fiables sur les productions vivrières. De ce fait, les comptes nationaux sur-pondèrent les évolutions du secteur moderne et des productions agricoles d'exportations. La baisse du PIB par tête durant la période de crise est donc "artificiellement" accentuée, étant donné le rôle d'amortisseur bien connu des secteurs traditionnels, informel et vivrier.

Quand les statistiques sont disponibles, il faut aussi noter que l'analyste est confronté à divers types d'incohérences internes ou externes, notamment sur le commerce extérieur, l'investissement ou la pauvreté. Faute d'un retour aux données de base, le diagnostic doit être placé sous ces réserves.

Source : Centre de Développement OCDE. Programme "Emerging Africa", Étude Côte d'Ivoire, (1999).

2. La revue de littérature

2.1 Contexte historique

2.1.1 De l'indépendance aux années 2000

La Côte d'Ivoire est un pays d'Afrique de l'Ouest qui a pour capitale Yamoussoukro avec une population de plus de 25 millions en 2020 (World Bank, 2020) vivant sur une superficie de 322.462 km² (RCI, 2021). Le pays ancien colonie française a obtenu son indépendance en 1960, année à partir de laquelle elle devient grâce à son rang de premier producteur mondial de cacao l'un des pays francophones de l'Afrique les plus avancés en matière d'économie et d'infrastructures (Cogneau & Mesplé-Soms, 1999). Elle est alors réputée pendant plusieurs décennies pour sa stabilité politique qu'elle doit à son économie exceptionnelle, au parti unique et aux excellentes relations entretenues par le premier Président de la CI avec la France, Félix Houphouët Boigny (Gary-Touunkara, 2007). Durant cette ère, l'économie ivoirienne est qualifiée de « miracle » (Hecht, 1983) du fait de sa forte croissance. La stabilité du pays donne lieu à une forte immigration des populations des pays limitrophes qui voient dans le pays une terre de prospérité (Gary-Touunkara, 2007). « Pays de la fraternité » (1), comme le disait le président Félix Houphouët-Boigny en 1967, la Côte d'Ivoire était une terre d'immigration tout au long du « miracle ivoirien » – longue période de prospérité économique consécutive à la décolonisation (1960-1980) » (Gary-Touunkara, 2007, p.25). Sont également notables, les services propices au développement que sont une administration effective, un niveau d'alphabétisation en progression de la population, des réseaux routiers développés, des services publics remarquables (Akindès, 2011).

Avec la récession économique qu'a connu le pays au tournant des années 80 due à la chute du cours des matières premières que sont le café et le cacao, principales ressources agricoles du pays, celui-ci s'enfonce dans une grande crise financière (Cogneau & Mesplé-Somps, 2003). Pour cela, elle fait appel pour la première fois au FMI en 1981 (Cogneau & Mesplé-Somps, 1999). Deux programmes successifs de stabilisation sont signés avec les Institutions de Bretton-Woods pour les périodes 1981-1983 et 1984-1986. Le premier programme comprend une forte réduction des dépenses d'investissement public et un gel des salaires, des hausses de la fiscalité indirecte, la restructuration de plusieurs entreprises publiques et un resserrement de la politique monétaire. Cela ne parvient pas à redresser la situation macro-économique du pays, en dehors du ralentissement de l'inflation (Cogneau & Mesplé-Somps, 2003). Plus tard, sans amélioration de la situation économique et sociale qui prévaut, avec l'avènement du multipartisme en 1990, les premiers troubles sociopolitiques font leur apparition (Cogneau & Mesplé-Somps, 2003). L'une des manifestations de la crise des années 1980 et début 1990 est une chute drastique du niveau de vie de l'ensemble de la population: la consommation moyenne par habitant baisse environ de moitié entre 1985 et 1993 (Cogneau & Mesplé-Somps, 2003). Les coupes budgétaires découlant alors des programmes d'ajustements structurels imposés par les partenaires financiers de la Côte d'Ivoire et nécessaires au rétablissement de meilleures performances économiques affectent la vie des Ivoiriens. « Sans pour autant « abandonner » son partenaire africain, la France manifeste son alignement sur les préconisations du FMI et de la Banque Mondiale. Le Fonds et la Banque renforcent leur influence sur les questions économiques et sociales » (Cogneau & Mesplé-Somps, 1999, p 21).

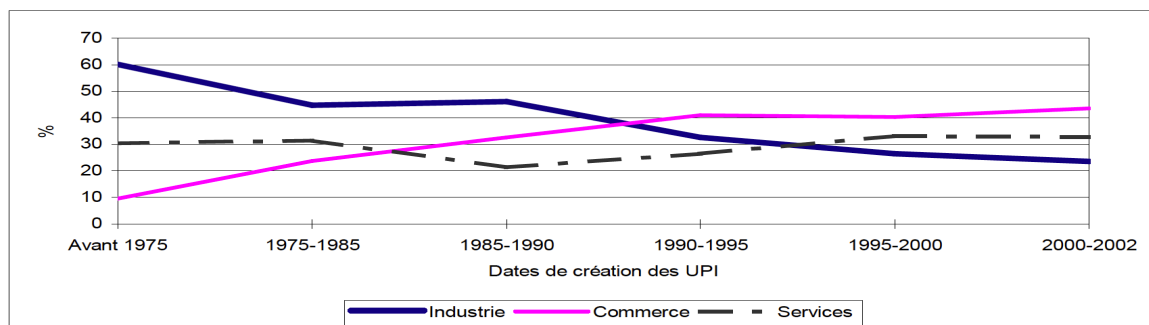
Les assainissements budgétaires dont les résultats sont mitigés conduisent le pays dont la situation économique ne s'améliore pas sur le long terme vers un niveau de corruption inquiétant.

Celle-ci se répand dans les services de base et bien que les Ivoiriens doivent faire face à plus de restrictions financières, l'élite au pouvoir est régulièrement indexée pour les scandales de corruption (Cogneau & Mesplé-Somps, 2003). Dans cette même optique, à la fin des années 90 le pays connaît son premier coup d'État qui donne lieu à une fragilité de l'État et des institutions. Cependant celle-ci est très vite rattrapée avec les élections présidentielles menant à l'instauration de la paix en 2000 (FMI, 2008).

Ce premier aperçu montre l'évolution de l'économie mais aussi de la croissance de la population ivoirienne au fil des années qui s'est considérablement agrandie avec une population passant à plus de 16.000.000 d'habitants en 2000 (World Bank Data, 2020). Avec un taux de croissance toujours en évolution, il va sans dire que le taux d'urbanisation s'accélère, ce qui demande des politiques publiques adaptées aux besoins de la main-d'œuvre grandissante et de la jeunesse. Par manque d'alternatives parfois, une frange importante de la population s'oriente vers l'économie informelle en tant qu'acteurs : « Crise économique et croissance urbaine constituent, assurément, les deux mamelles nourricières de l'expansion du secteur informel qui offre un cadre d'insertion socio-économique à des migrants saisonniers et autres agents économiques déflatés ou exclus du secteur moderne, qui y exploitent des unités de production de biens et services en vue de créer principalement des emplois et des revenus » (Kanté, 2002). Cette revue historique du pays s'aligne d'ailleurs avec les données produites par l'Institut National de Statistiques INS de Côte d'Ivoire (INS) qui a publié en 2005 une enquête faisant état de la situation du secteur informel dans l'agglomération d'Abidjan. La ville concentre la majeure partie des acteurs du secteur du fait de son attraction en tant que pôle et capitale économique du pays (Illustration 2).

Illustration 2

Graphique 1 : Création brute d'UPI par branche



Source : Enquête 1-2-3 2002, phase 2, Abidjan, INS.

Source : INS. Le secteur informel dans l'agglomération d'Abidjan : Performances, insertion, perspectives (2002).

Ce graphique récapitule l'évolution et nous dirons « le peuplement » du secteur informel à Abidjan par "unités de production informelles" (UPI), les unités représentant les établissements informels. Cependant il est important de souligner que par établissement, cette enquête fait référence aux travailleurs tant individuels que collectifs (à hauteur de 1.6 personne comme taille moyenne des établissements, mais se situant entre une et huit personnes) (INS, 2015). Il convient de noter que 70% des UPI sont réduites à une seule personne et les secteurs d'activités dans lesquels elles exercent n'ont pas de limites. Ceux-ci incluent la "restauration", la "confection" et le "commerce" le "BTP", les "transports", la "réparation", les "travaux domestiques" les "industries diverses" (INS, 2005). Dans notre travail de recherche, nous mettons aussi en relief le visage de cette économie informelle dans le contexte ivoirien pour voir comme le souligne son objet, l'évolution du discours sur le secteur informel en Côte d'Ivoire au cours des vingt dernières années. Nous faisons ainsi ressortir un profil des différents acteurs, leurs caractéristiques de même que les domaines d'occupations où ils exercent. En effet, la représentation des secteurs d'activités dans le graphique laisse présager une évolution du commerce au cours des années 2000 à 2020 vu qu'il est le domaine qui croît régulièrement, et une constance dans la provision de services dans la même période. Alors pour ces activités nécessaires et importantes dans l'économie ivoirienne

exploitées par les travailleurs du secteur informel (producteurs), les ménages (producteurs et consommateurs) et les industries (fournisseurs et producteurs) nous voulons observer quelles actions le gouvernement et les partenaires financiers du pays attribuent à ce domaine dans leur discours.

Il faut dire que l'une des critiques récurrentes dans l'histoire du pays est la forte disparité entre les territoires du sud considérés prospères avec de meilleures infrastructures et services que les territoires du nord plus pauvres, et moins bien desservis par l'État. Cela reflète les politiques publiques manquant d'uniformité sur l'ensemble du territoire. Ces disparités sont d'ailleurs devenues au fil des ans une source d'inégalités marquées, à l'origine de certaines divisions ethniques et sociales dans le pays. À ce titre Cogneau & Mesplé-Somps, 1999 affirme qu'(I)l y a une perte de légitimité de l'État, corrélative à la baisse de ses dépenses, à l'absence de croissance, à l'accentuation des inégalités et à l'aggravation de la pauvreté (p. 40). La modernisation et le développement sont restés et restent ainsi plus effectifs au sud du pays qu'au nord dans les zones rurales où le niveau de pauvreté des populations est toujours considéré au-dessus de celui des grandes agglomérations (Cogneau & Mesplé-Somps, 1999). Comme l'indique l'illustration 3, la pauvreté est inégalement répartie avec une forte concentration dans le Nord du pays dans les régions de la savane (Cogneau & Mesplé-Somps, 1999).

Illustration 3

Tableau n° 51 : Contributions à la pauvreté (P0)

	1985	1993	1995	1998
Abidjan	1.4	3.1	13.2	6.8
Autres zones urbaines	17.1	22.6	13.7	24.4
Forêt Est	31.0	26.0	27.0	24.9
Forêt Ouest	2.2	21.1	21.7	13.7
Savane	48.3	27.2	24.4	30.2
Ensemble	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : INS, et Nshimyumuremyi (1998)

Lecture : répartition des ménages pauvres par région ; en 1998, 30.2% des pauvres se trouvaient en zone savane

Source : Cogneau & Mesplé-Somps, 1999. La Côte d'Ivoire peut-elle devenir un pays émergent ? Programme d'étude "Afrique émergente" Centre de Développement, OCDE (1999).

Toujours en lien avec nos questions de recherches, l'économie informelle occupant la majeure partie de la population active dans le pays, il est intéressant de présenter la contribution de cette économie au PIB de la Côte d'Ivoire dans les années 2000 de même que sa part dans l'économie des pays de la sous-région ouest-africaine. Cela nous ramène à la première question de notre travail à savoir la fréquence du mot secteur informel dans le discours des dirigeants ivoiriens et des partenaires financiers du pays puisqu'on voit dans l'illustration suivante que l'économie informelle contribuait déjà en 2000 à hauteur de 43.4 % au PIB. Ce tableau démontre l'importance du secteur dans la vie économique du pays par comparaison à d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest et devrait en principe faire l'objet de référence fréquentes par les différents décideurs de l'économie ivoirienne. (Illustration 4) (OCDE, 2008).

Illustration 4

Tableau 2.9. Poids de l'économie informelle dans quelques pays d'Afrique de l'Ouest

Année la plus récente	Part du secteur informel total dans le PIB	Part du secteur informel (hors agriculture) dans le PIB (1999/2000)
Bénin	71,6	33,6
Burkina Faso	55,8	21,7
Côte d'Ivoire	43,4	24
Guinée- Bissau	58,8	17,5
Mali	61,6	24,2
Niger	76,6	37
Sénégal	51,5	35,1
Togo	72,5	32,2

Source : Charmes J. (2000)

Source : Rapport Afrique de l'Ouest 2007-2008, OCDE (2008)

2.1.2 De 2000 à 2020

« Dans le contexte ivoirien de forte croissance démographique, le système néocolonial de distribution de rentes ne peut se maintenir que si la rente est en accroissement constant. En l'absence d'intensification significative des pratiques agricoles et de diversifications des exportations, il aurait fallu toujours plus de cacao, de café, de coton ou même de pétrole, des cours

des matières premières élevés, et pouvoir maintenir un haut niveau de prélèvement et d'aide extérieure » (Cogneau & Mesplé-Soms, 2003, p 96). Pour suivre cette croissance de la population, l'État ivoirien devait faire concilier ses objectifs économiques sur le long terme et ses réalités démographiques. En ce sens l'instauration d'une économie durable avec des secteurs d'activités diversifiés et des ressources appropriées aux besoins de l'expansion démographique aurait contribué à amortir le choc des fluctuations du cours des matières premières sur les marchés internationaux. Une telle orientation aurait assuré aux Ivoiriens des ressources autres que celles découlant de l'exportation des matières premières. Longtemps considéré comme un pays prospère tant en Afrique que dans son espace économique régional, le pays en 2002 a connu une première guerre qui a donné lieu à la division du pays en deux avec le sud gouverné par l'État et le Nord sous contrôle des forces rebelles (Banégas & Losch, 2002).

Comme le démontre Wolff, l'absence de paix et la perte de contrôle de l'État sur une partie de son territoire conduisent inévitablement le pays dans la tourmente : « *Distinguishing between territorial control and service provision, Jenne additionally introduces the notion of a fragmented state in which state failure is limited to certain contested stretches of territory which the central government does not control (that is, where it cannot enforce its monopoly on violence) and to which it does not extend its provision of public goods, or does so in a limited fashion only* » (Wolff, 2011, p. 955). Dans ces circonstances sécuritaires, lorsque l'État ne contrôle que partiellement son territoire et est incapable d'étendre ses actions à l'ensemble de la population, il y'a effectivement une résurgence de la pauvreté, de l'insécurité et des pertes financières considérables concernant l'exploitation parallèle des ressources échappant à l'État. Alors pour sortir de cette impasse sociopolitique, à la suite d'accords internationaux et de processus de réconciliation, un gouvernement par coalition a dirigé le pays avec différentes forces et voix politiques jusqu'en 2010

(Banégas & Losch, 2002). Pendant cette décennie, bien que la situation économique et sécuritaire du pays soit restée stable, les objectifs économiques eux restaient encadrés par des mesures de financements internationaux: aides et emprunts massifs (FMI, 2008). À ce titre, le FMI a déclaré dans son communiqué de presse en date du 03 mars 2008 que : « (L)es objectifs majeurs du programme pour 2008 sont de ramener la Côte d'Ivoire sur son rythme de croissance d'avant la crise et de renouer avec une stratégie de réduction de la pauvreté. Le programme vise principalement à dégager les dividendes de la paix par plusieurs voies : en mobilisant les recettes sur l'ensemble du territoire, notamment à travers le redéploiement de l'administration fiscale dans les zones Centre-Nord-Ouest ; en luttant contre la fraude et la corruption ; et en réduisant les dépenses non prioritaires pour pouvoir mieux répondre aux besoins des secteurs de l'éducation, de la santé et des infrastructures de base » (FMI, 2008, p. 1). Un tel programme de reconstruction devait privilégier une plus grande considération du secteur informel qui est la principale source de revenus pour la majorité de la population directement affectée par la crise sociopolitique. Cette observation nous renvoie à notre deuxième question de recherche à savoir la nature qualitative des références au secteur informel. Ce plan de relance aurait été une opportunité essentielle d'intégrer le secteur informel en tant que priorité dans les conditions d'aide du FMI mais cela ne s'est pas produit. En consultant les données du tableau suivant qui présente les unités de production selon la durée de vie, nous pouvons affirmer qu'en 2008 avec la situation instable du pays, les acteurs du secteur informel se sont multipliés de telle sorte que l'exercice d'activités à courte durée de vie de 0 à 5 ans est la norme et représente à lui seul le double des activités se déroulant sur de plus longues périodes selon l'enquête de l'Agence d'Études et de la Promotion de l'emploi (AGEPE) (Agepe, 2011).

Illustration 5

Tableau I.II.2 : Répartition des unités de production selon la durée de vie

Durée de vie	effectif	fréquence
0 à 5 ans	553	50,0
6 à 10 ans	319	28,9
11 ans et plus	233	21,1
Total	1105	100

AGEPE/Observatoire, enquête secteur informel 2008

Très peu d'activités informelles (24,8%) se déroulent dans un local professionnel

Source : Le secteur informel à Abidjan en 2008, Agepe (2011)

Par ailleurs, après ses décennies d'indépendance le pays n'a pas investi massivement ni soutenu par des politiques concrètes le secteur informel pour le faire évoluer. Ceci va représenter une double perte sur le long terme. D'abord l'absence d'un environnement économique entièrement encadré et donnant lieu à une protection sociale pour les employés et ensuite le manque à gagner important pour l'État qui perd ainsi des ressources majeures pour toute économie que sont les taxes pour participer à son développement. C'est d'ailleurs ce qu'indique Soro dans texte Institutional Quality and Tax Revenue in Côte d'Ivoire: Evidence from ARDL Approach, qui insiste sur la faible moralité fiscale encouragée par le secteur informel vu le manque de volonté de payer des impôts et donc s'allie parfaitement avec une absence de collecte de l'impôt (Soro, 2020, p. 44). Le paiement des taxes au gouvernement n'a jamais été inscrit dans les mœurs des Ivoiriens étant donné que les motivations menant à la relation de confiance prévalent dans toute démocratie entre l'État et les citoyens n'ont jamais fait partie des mesures ou politiques d'envergure. Le secteur informel en particulier n'a jamais non plus fait l'objet de la mise en œuvre d'un système de taxation par les gouvernements successifs. De surcroît la précarité des emplois, de même que du statut de travailleur sans protection prédispose les acteurs dans une économie en développement à la survivance d'abord avant un engagement vis-à-vis de l'État. Comme l'indique notre illustration 6, les lieux d'exercice de l'activité nous renseignent sur les conditions de travail

dans ce domaine d'où la recherche dans ce travail de l'emphase et la priorité que représente le secteur informel pour la Côte d'Ivoire et ses partenaires financiers.

Illustration 6

Tableau I.II.3 : Répartition des unités de production selon le type de local

Type de local	effectif	fréquence
Ambulant	161	14,3
Poste improvisé sur la voie publique	148	13,2
Poste fixe sur la voie publique	181	16,1
Véhicule	11	1,0
Domicile des clients	46	4,1
Votre domicile sans installation particulière	119	10,6
Votre domicile avec une installation particulière	73	6,5
Poste improvisé sur un marché public	109	9,7
Local fixe sur un marché public	112	10,0
Atelier, boutique, restaurant, hôtel, etc...	92	8,2
Autre(fixe)	72	6,4
Total	1124	100

AGEPE/Observatoire, enquête secteur informel 2008

Seulement 35,3% des opérateurs sont propriétaires du local dans lequel ils exercent leur activité

Source : Agepe (2011). Le secteur informel à Abidjan en 2008.

En nous attardant sur ce tableau, nous constatons que tant la nature des activités, que les conditions de travail et l'absence de protection sociale des travailleurs ne sont pas des thèmes qui doivent intéresser seulement le pays mais aussi ses partenaires financiers. Ces derniers dans une logique d'aide, de soutien au développement peuvent poser des conditions à la Côte d'Ivoire visant l'encadrement de son économie informelle pour l'engager vers un meilleur contrôle de ses ressources. Cela rejoint notre deuxième question de recherche à savoir la nature qualitative de cette référence au secteur informel dans le discours ou l'évolution de la nature du discours : s'agit-il de conditions posées par les partenaires financiers de la Côte d'Ivoire, d'observations liées à l'économie générale ou d'une volonté affichée des dirigeants ivoiriens de mieux encadrer ce secteur d'activité?

Il va sans dire qu'avec la situation sociopolitique prévalent, la qualité des services publics pourvus par l'État ont baissé, également les priorités de la population ivoirienne ont changées dans la mesure où la sécurité est devenue un bien primaire pour elle. Des services publics fournis par l'État comme l'éducation, les infrastructures et même la santé ont été relégués au second plan pour l'Ivoirien moyen plus préoccupé par la situation sécuritaire et économique que par l'efficacité de l'État en termes de développement économique (Cogneau & Mesplé-Somps, 2003). Nous voyons ainsi qu'en 2008, plus de 70% des acteurs du secteur ne détiennent aucun diplôme comme le démontre le tableau suivant (Agepe, 2011).

Illustration 7

Tableau I.I.7 : Répartition des chefs d'unités selon le plus haut diplôme

Diplôme	Effectif	Pourcentage
Aucun	768	70,9
CEPE	163	15,1
BEPC	59	5,4
BAC	19	1,8
DEUG	10	0,9
Licence	6	0,6
Maitrise	4	0,4
CAP	6	0,6
BEP	4	0,4
BP	2	0,2
BT	3	0,3
BTS	21	1,9
DUT	2	0,2
Ingénieur	4	0,4
Autre	12	1,1
Total	1083	100

AGEPE/Observatoire, enquête secteur informel 2008

Source : Agepe (2011). Le secteur informel à Abidjan en 2008.

En 2010 avec l'élection présidentielle marquant une sortie de la crise précédente, le conflit postélectoral qui s'en suit est préjudiciable tant pour les Ivoiriens que pour la sous-région Ouest-Africaine. « Car ce nouvel accès de violence, inégalé dans ce pays symbole de la stabilité en Afrique, pourrait aussi à terme dégénérer et s'étendre à toute la sous-région, avec des effets désastreux pour la stabilité des pays voisins mais aussi pour toute la zone franc » (Banégas &

Losch, 2002, p. 140). Cette guerre s'achève en 2011 avec l'arrivée du président actuel de la République à la suite d'une intervention internationale menée par la France et des appuis régionaux. À partir de 2012, le pays est de retour sur la scène internationale soutenu par ses partenaires financiers historiques et un fort rapprochement avec la communauté internationale. Depuis c'est une croissance nouvelle pour l'économie ivoirienne qui est marquée par des réformes gouvernementales en matière économique, sociale et politique (World Bank, 2020). Bien que le pays affiche aujourd'hui un PIB de 2 325 dollars US (Banque mondiale, 2020) qui est supérieur à la moyenne du PIB de plusieurs des pays en développement, son économie reste majoritairement informelle. Cette taille importante de l'économie informelle est problématique dans la mesure où les ressources qu'elle génère ne font pas l'objet d'un contrôle par l'État et échappe aux interventions gouvernementales à commencer par la taxation. Par ailleurs une telle économie est le lieu d'exercice de la forte corruption que connaît le pays. À ce titre, le pays est noté en 2020 au rang de 36/104 par Transparency International dans l'Indice de perception de la corruption ce qui le classe au rang de 104^e sur 180 pays en matière de corruption (Transparency International, 2020). Même si nous constatons au regard de l'illustration 8 une amélioration sensible de l'Index de corruption, la corruption demeure un défi sur le long terme pour le gouvernement ivoirien qui est en lien avec notre quatrième question de recherche : la relation entre l'économie informelle et la corruption dans ce discours en Côte d'Ivoire.

Illustration 8

Années	Note	Rang	Changement de note de la Côte d'Ivoire
2020	36/100	104/180	+7 depuis 2012
2019	35/100	106/180	+6 depuis 2012
2018	35/100	105/180	+6 depuis 2012
2017	36/100	103/180	+7 depuis 2012
2016	34/100	108/176	+5 depuis 2012
2015	32/100	106/168	+3 depuis 2012
2014	32/100	115/175	+3 depuis 2012
2013	27/100	136/177	-2 depuis 2012
2012	29/100	130/176	= 0 depuis 2012
2011	2.2	154/182	Indisponible
2010	2.2	104/178	Indisponible

Source: Auteur. Index de perception de la corruption à partir des données de Transparency International 2010-2020.

Cette réalité est néfaste pour le développement et le bien-être de la population, car le pays compte une population majoritairement jeune à plus de 60% avec un indice de pauvreté de 39.24% en 2020 ce qui l'inscrit rang des pays en développement (Banque mondiale, 2021). Comme nous l'avons mentionné au cours de la description de notre cas, le pays à la faveur de ses différentes crises économiques et des conflits vécus s'est engagé auprès d'institutions financières internationales tant pour faire face à ces crises que pour maintenir sa légitimité sur le plan international. Ces partenaires financiers que sont le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale principalement depuis les années 1980 sont intervenus dans le cadre de l'octroi de prêts

au pays et de programmes d'ajustements structurels visant à relancer l'économie ivoirienne (Banque mondiale, 1999).

L'Union Européenne a pour sa part depuis 2000 avec les Accords de Cotonou visant à éradiquer la pauvreté et à soutenir le développement qui avait succédé à la Convention de Lomé de 1975 continue d'entretenir relations commerciales et de partenariat avec le pays. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans les années 2000 s'est également affirmée dans l'histoire économique de Côte d'Ivoire (Europe, 2020). Toujours au niveau européen le pays entretient d'étroites relations avec le Club de Paris qui est l'un de ses principaux créanciers et détenteurs de sa dette extérieure depuis les années 80 (OECD, 2002). Au niveau régional, ses partenaires sont: le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) qui a son siège en Côte d'Ivoire depuis 1965. Il intervient dans le pays en tant que partenaire pour la croissance où il finance une partie non négligeable de projets et des infrastructures sur l'ensemble du territoire (BAD, 2021). Quant à la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) elle représente l'organisation économique et politique de 15 pays partageant un même espace terrestre en Afrique de l'Ouest avec une monnaie commune le franc Communauté Financière Africaine (CFA) pour les pays francophones de la zone UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine (CEDEAO, 2020).

Ces affiliations et ces partenariats de longue date ont influencé l'économie ivoirienne tant dans son développement que dans ses réalisations. C'est la raison pour laquelle dans les parties suivantes de notre travail, nous nous intéressons aux interactions entre la Côte d'Ivoire et de ses partenaires financiers dans l'évolution du discours sur le secteur informel.

2.2 Cadre théorique

Pour l'analyse et la compréhension des enjeux rattachés à notre sujet nous avons utilisé deux voies : une approche académique qui repose sur les développements de De Shoto faisant de l'approche legaliste un cadre d'analyse des relations entre l'État et les acteurs du secteur informel. Ensuite, une approche organisationnelle provenant des travaux des organisations internationales qui met en relief la nécessité et les avantages d'une participation plus accrue des pays dans leur économie informelle pour un développement économique.

Trois grandes approches théoriques sont reliées à l'économie informelle : l'approche dualiste, l'approche structuraliste et l'approche legaliste (Roubaud, 2014). En effet chacune de ces théories sert de cadre d'étude et d'analyse du positionnement du secteur informel au sein d'une économie nationale. Ces approches se distinguent par le but poursuivi par l'économie informelle au sein de l'économie d'un pays.

Becker (2004, p. 10) describes the legalist view of the existence and persistence of the informal economy as arguing that "informal work arrangements are a rational response by micro-entrepreneurs to over-regulation by government bureaucracies." Legalism focuses on the policy and institutional reasons individuals choose to compete formally or informally. Legalists differ from dualists in that dualists see informality in the deep structure of economic roots (i.e., the marginal value of surplus labor), while legalists posit informality arising primarily from institutional preferences and arrangements. Legalists differ from structuralists, as the latter see informality as an imposed constraint, while the former model participation in the informal economy as a free choice. The way out of the informal economy, then, lies in creating institutions and incentives, and removing relevant barriers, that encourage (discourage) formality (Godfrey, 2011, p. 247).

L'économie ivoirienne présente une main-d'œuvre dans le secteur informel qui est majoritairement peu instruit et qui s'installe dans l'informalité avec l'objectif de tirer des bénéfices du marché mais qui échappent aussi sciemment aux régulations de l'État dans le but de ne pas endosser les contraintes liées à l'exploitation du marché. L'approche legaliste détermine ainsi bien la relation entre le gouvernement ivoirien et son économie informelle. Nous appuierons notre analyse sur cette théorie qui argumente que l'existence et le développement de cette économie

répondent au besoin des individus de travailler mais aussi de contourner les règles déterminées par le gouvernement.

Pour De Soto qui est le fondateur de l'école légaliste, la capacité des gouvernements à assurer un cadre régulateur fonctionnel capable d'appliquer l'autorité intervient dans le développement des économies informelles. Comme Sepulved et Syrett le décrivent: «*To De Soto, the origin of the IE in developing and transition countries also lies in the imperfections of the regulatory systems* » (Sepulved & Syrett, 2007, p. 92). Donc la faiblesse des systèmes légaux a un impact direct sur la capacité des individus à s'établir en tant que travailleur dans le secteur informel ce qui représente une fenêtre d'opportunité pour les populations des économies en développement. En effet, ce cadre pose la réalité dominante à tout secteur informel qui est son caractère illégal et l'absence de participation de ses acteurs dans les obligations découlant de l'exercice de toute activité professionnelle pour la population active. Dans la mesure où l'État ivoirien a plus un rôle d'observateur que d'acteur pouvant faire transiter cette économie vers une forme plus bénéfique aux différentes parties, l'illégalité entourant cette économie lui est profitable. Ainsi l'État peut se contenter de ne pas investir massivement dans des politiques de formalisation qui premièrement aurait des effets directs sur la protection sociale des travailleurs.

Concrètement, la régulation du secteur informel dans l'approche légaliste fait s'opposer deux réalités. La première est celle des travailleurs de ce secteur qui se conforment à la légalité et donc participent dument au paiement des taxes. La seconde est celle du pays qui fournit les ressources et la sécurité sociale nécessaires aux travailleurs pour leur protection par l'État de même que l'obtention des avantages liés au développement économique. L'approche légaliste positionne la prise en charge de la main-d'œuvre du secteur informel selon Sepulveda & Syrett (2007) comme une contrainte, une responsabilité pour l'État. Cependant, l'évitement de la charge fiscale de même

l'absence de paiement de sécurité sociale constituent le socle de l'économie de l'ombre. Ainsi même si la nécessité de taxation existe, le confort découlant de l'évitement permet la prédominance d'une relation paisible entre les gouvernements et le secteur informel.

Pour Chen (2007) donc, les légalistes font prévaloir les entreprises informelles et le cadre réglementaire aux dépens des travailleurs du secteur ou même de son cadre d'exercice qui est le secteur informel. Nous discutons cette approche car dans le contexte ivoirien, ces distinctions ne sont pas visibles et même les intérêts mercantilistes existantes de De Soto ne sont pas suffisants pour l'État Ivoirien de mieux encadrer son secteur informel (Chen, 2012).

Pour mettre en relief l'importance justement de la mise en place d'un cadre propice au développement et à la régularité de l'économie informelle en Côte d'Ivoire nous illustrerons dans les paragraphes suivants les arguments de nécessité de meilleures politiques développés par certaines organisations clés. Avant et pour rappel, nous voulons préciser la capacité et le rôle de l'économie informelle dans certaines régions du monde pour faire le lien entre l'importance du secteur informel en tant que priorité pour un pays comme la Côte d'Ivoire et ses objectifs de développement qui sont intégrés à nos questions de recherche : « *Informal firms can be defined as "businesses that are unregistered but derive income from the production of legal goods and services" (Nichter & Goldmark, 2009, p. 1455). Such firms play a huge role in the world economy, typically producing 40% to 60% of the gross domestic product (GDP) of developing economies (Schneider, 2005). At the turn of the 21st century it was estimated that informal firms accounted for US\$70 billion of GDP in Africa, US\$531 billion in Asia, and US\$353 billion in Latin America (Schneider, 2000) » (cité dans Bruton et collab, 2012, p. 1).*

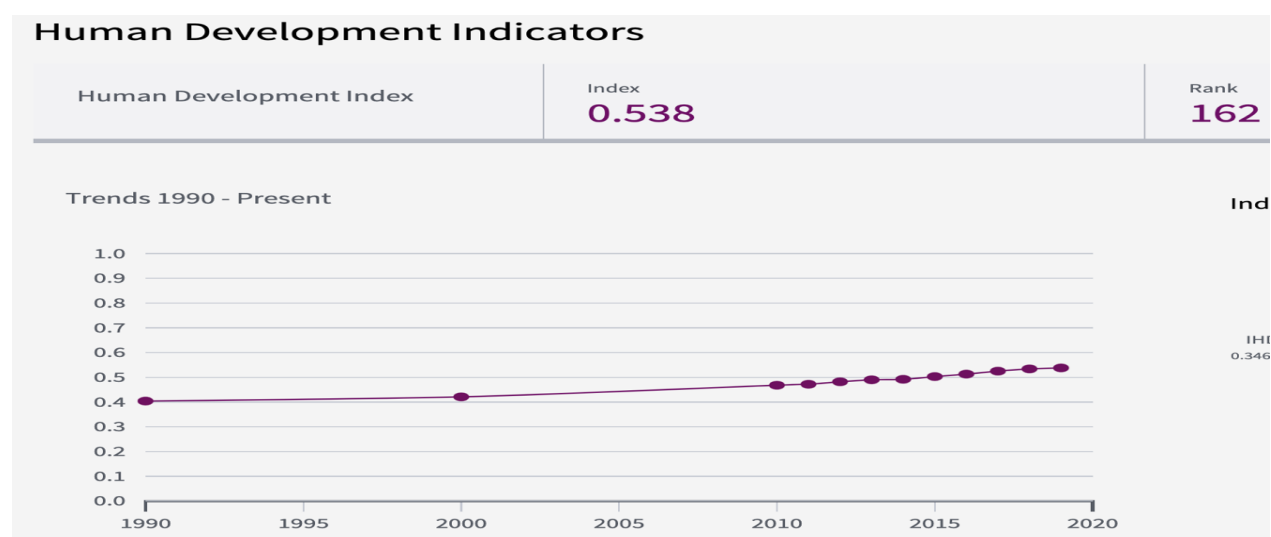
2.2.1 Secteur informel et développement humain

L'OIT, dans son document de travail « Économie informelle et travail décent : guide de ressources sur les politiques, soutenir les transitions vers la formalité », met en évidence deux facteurs centraux qui poussent à la nécessité d'un meilleur encadrement du secteur informel (ILO, 2013). D'une part, *l'emploi vulnérable* (décrit comme un sous ensemble de l'emploi informel) qui est un indicateur visant à identifier la vulnérabilité en établissant un lien entre qualité du travail et situation d'emploi, vu que la vulnérabilité de l'emploi est justement une caractéristique principale de l'économie informelle (travailleurs travaillant à leur propre compte, travailleurs familiaux, absence de rémunération) (ILO, 2013). À cela s'ajoutent d'autre part *les travailleurs pauvres* dont la mesure donne une image du travail décent. Si le travail d'une personne ne garantit pas des revenus suffisants pour échapper à la pauvreté, alors d'autres conditions du travail décent ne sont probablement pas remplies ce qui est une autre caractéristique de l'informalité (ILO, 2013). Cela nous conduit aux conditionnalités qui pourraient être rattachées aux accords entre la Côte d'Ivoire et ses partenaires financiers qui semblent requérir depuis plusieurs années plus d'efforts des gouvernements ivoiriens pour des politiques publiques visant à faire transiter au moins une partie du secteur informel vers un cadre légal (Word Bank, 2019).

Cette volonté internationale est de même soulignée par l'OIT qui place la sortie de l'informalité comme un objectif du Millénaire pour le développement (OMD) afin de faire du travail décent un pas vers la mondialisation juste (ILO, 2007). Donc au niveau même de l'individu en tant que main-d'œuvre ou employé dans tout pays, il est primordial de bénéficier d'un emploi décent, garanti (sécurisé) et de revenus capables de pourvoir aux besoins de base de l'individu et à son bien-être. L'atteinte d'un tel objectif de développement rend possible la protection des travailleurs et permet des profits en découlant pour l'État. Par ailleurs, le capital humain des pays

en développement étant généralement faible avec un niveau d'éducation bas (voir illustration 8 pour la Côte d'Ivoire) il est important de tenir compte de l'insertion professionnelle des jeunes (UNDP, 2020). « Les différences de capital humain et de profils sociodémographiques entre les actifs formels et informels confortent la thèse de la segmentation du marché du travail » (Charmes & Adair, 2014, p. 13). Alors, cette segmentation oriente de facto la main-d'œuvre jeune, moins éduquée et vulnérable comme les femmes, les jeunes enfants vers l'auto-employabilité. C'est-à-dire se créer soi-même un travail, quelles que soient les conditions physiques, sanitaires et sécuritaires entourant beaucoup d'emplois retrouvés dans le secteur informel. Dans notre graphique on voit que le développement humain du pays est lent sur trois décennies et il n'a pas eu d'évolution notable à ce niveau, on peut argumenter ici que le développement économique attendu par la Côte d'Ivoire doit tenir compte de la situation des travailleurs du secteur informel. Toutefois, la Côte d'Ivoire a un index de développement supérieur à une dizaine de pays dans sa sous-région qui affichaient tous un IDH autour de 0.52 ou moins (UNDP, 2021).

Illustration 9



Source : UNDP. Human Development Index Côte d'Ivoire (UNDP, 2021)

2.2.2 Secteur informel et protection sociale

Au niveau de l'ONU (Organisation des Nations Unies), la priorité est mise sur les acteurs intervenant dans ce domaine qui considèrent plus les coûts associés à l'informalité qu'à d'éventuels bénéfices d'où une prévalence de l'insécurité sociale et de l'absence de voix. (Chen, 2007). Qu'il s'agisse des entreprises et des particuliers, il y'a un réel besoin d'amélioration des conditions d'acteurs du secteur. En ce sens, l'identification des moyens permettant de parvenir à une attractivité de l'économie informelle qu'est la sécurité sociale et le revenu doivent représenter un avantage voire un incitatif pour les acteurs du secteur informel afin de susciter l'intérêt de subir les coûts associés à la formalisation. C'est dans ce cadre que l'État de CI devrait jouer un rôle important du fait de sa capacité à mobiliser ou mettre à disposition de sa population les ressources nécessaires à l'accompagnement de ces acteurs. Ceci est intéressant, car du fait de son importance et de son ampleur, ce secteur d'activité devrait représenter la principale source de revenus pour la protection sociale de ses acteurs et de sécurité sociale de la plus grande partie de la main-d'œuvre en Côte d'Ivoire. Toutefois, elle n'est pas en mesure de servir l'État (l'économie nationale) de façon efficiente en permettant un prélèvement de taxes et une redistribution conséquente de ses bénéfices (Manwick et collab, 2014). Alors dans de telles circonstances, l'État qui est le garant du bien-être et de la sécurité des populations se retrouve plus dans une forme d'impasse structurelle dans la mesure où ses organes économiques et financiers ne répondent pas à la fonction première des institutions financières. Entre autres, maximiser l'économie nationale afin d'en tirer des gains tant pour les populations que pour le pays lui-même. Ainsi, le secteur informel étant par définition une économie dite « cachée » elle échappe aux réglementations légales qui peuvent permettre de l'imposer et de la formaliser d'où notre recours à la théorie legaliste de l'économie informelle pour tenter de situer l'économie ivoirienne dans une analyse académique.

2.2.3 Secteur informel et développement économique

Du fait des contraintes économiques, sociales et politiques vécues par les pays en développement, le recours à la communauté internationale de même qu'aux aides de la part de ces organismes internationaux est comme nous l'avons précédemment mentionné assorti de conditionnalités. Les conditions visant à créer un environnement économique favorable à l'indépendance économique des pays, et les conditions nécessaires à une bonne gestion des emprunts, des dettes et de l'aide internationale y font référence. En ce sens, la capacité de perception des taxes de l'État doit être réelle et même renforcée.

Cette capacité de l'État est abordée par l'OCDE qui assimile la lutte contre l'informalité à un ensemble d'actions dont la levée d'obstacles, les incitatifs de protection des acteurs contre les systèmes de corruption et des garanties conséquentes (OCDE, 2007). Cela revient à mettre en évidence le rôle central que doivent jouer les États à instaurer des cadres économiques « propres » exempts de barrières favorisant l'accès à un environnement économique bénéfique à tous. En effet, les partenaires financiers des pays en développement sont parfois pris au piège entre fournir les ressources nécessaires aux populations, aux institutions même quand ils savent que ces ressources auront de fortes chances de ne pas atteindre les finalités visées. La corruption et les détournements de fonds qui sont des réalités courantes dans les pays en développement font donc partie des barrières à surveiller pour garantir l'effectivité des programmes et projets déployés dans les pays en développement. L'action du pays dans ce sens doit être traduite en soi par des initiatives inclusives et durables intégrant les différents acteurs : *«By "development," therefore, we shall understand only such changes in economic life as are not forced upon it from without but arise by its own initiative, from within »* (Schumpeter, 2017, p. 63).

Dans leur ouvrage, *(T)he Process of Economic Development : Theory, Institutions, Applications and Evidence* James M. Cypher et James L. Dietz (2004), les auteurs rappellent aux sociétés et aux États l'impératif de développement qui n'est plus une relation transversale qui part du sommet de l'État vers les populations (top down approach) mais plutôt par une approche inclusive prenant place au cœur des communautés, en l'occurrence au cœur de la société ivoirienne. Tant qu'en CI le secteur informel est départi du reste de l'économie et qu'elle « bénéficie » de soutien sporadique ou de financements mal structurés, les effets d'un développement économique ne seront pas visibles quel que soit la contribution et la participation des partenaires financiers au secteur. Le pays doit donc réellement intégrer cette réalité à son économie car les barrières sont propres à tous les pays en termes de développement mais c'est la capacité à les surmonter qui permet de bâtir de meilleures sociétés, tournées vers le progrès. (Cypher & Dietz, 2004).

2.2.4 Secteur informel et « Efficiency losses »

La perte d'efficacité résultant de l'informalité est une partie dominante de la recherche, dans ce sens Godfrey (2011) souligne les pertes de recettes fiscales et celles relatives au prix et à la consommation des entreprises informelles. Cette problématique est une réalité quasiment insurmontable pour beaucoup de pays, car c'est en déclarant et en payant des taxes que les travailleurs obtiennent les couvertures et protections sociales nécessaires à leur santé et leur sécurité dans tout pays. Cela est directement lié à la qualité de vie des populations puisque la capacité des pays à lever des taxes conséquentes s'exprime par la taille de la base taxable de l'économie d'une part. D'autre part, la volonté des citoyens enclins à payer des taxes (facteur essentiel) s'opère lorsqu'ils ont la certitude que celles-ci contribueront à garantir leur sécurité, à

améliorer la qualité de leur vie et à leur bien-être. L'économie informelle est dans ce sens un défi en termes de développement et de bien-être de la population parce que sans suffisamment de taxes, il est impossible pour les pays de planifier durablement et efficacement. Ainsi, les pays concernés n'ont quasiment pas de connaissance et de maîtrise sur les fonds générés par leur l'économie informelle et donc ils ne disposent pas des conditions préalables d'accès au développement. Des connaissances plus profondes sur son secteur informel sont nécessaires pour l'État de Côte d'Ivoire (collecte et base de données), car cela permettra par le biais de politiques ciblées (aide à la formalisation de certains acteurs) d'aller chercher les taxes nécessaires au développement et devra générer pour le pays des revenus importants.

Comme Soro l'indique, un défi majeur pour le gouvernement ivoirien reste la capacité de lever des taxes en vue d'une croissance inclusive et de la lutte contre la pauvreté, surtout avec sa volonté de s'orienter vers le développement et gagner ainsi en rendement (Soro, 2020). On voit qu'en Côte d'Ivoire l'augmentation de la capacité de taxation du pays est devenue un besoin pour sa propre crédibilité. La mobilisation des taxes est l'une des fonctions premières dans les économies des pays développés de telle sorte qu'au fil des années cette action est devenue une obligation civile avec des conséquences légales sur les personnes essayant de se substituer à ce devoir moral et citoyen. L'absence ou même la perte de toute portion de taxes a une incidence directe sur les services délivrés aux individus dans la société, au bien-être et au développement en général. Par ailleurs, la corruption avancée dans les institutions et au sein des acteurs de la société ivoirienne est un frein connu à la récupération des taxes par l'État. Les Ivoiriens savent et sont conscients que le fruit de leur labeur sera engouffré dans des usages personnels de leurs dirigeants et qu'ils n'auront pas accès aux services minimums de base, d'où leur insouciance vis-à-vis du devoir « payer ses taxes » (Afrobarometer, 2021). Un rétablissement de la confiance entre l'État

ivoirien et ses citoyens est nécessaire pour la restauration d'une relation qui devrait motiver plus de participation de leur part.

Avant de clore cette section, nous tenons à rappeler que l'analyse de documents n'est pas basée sur la littérature scientifique du fait de la nature même de mes questionnements qui renvoient à des institutions et du fait de l'absence de ressources académiques disponibles pour couvrir la question de l'économie informelle ivoirienne. En effet, il n'existe pas de ressources académiques suffisantes et pertinentes sur le sujet et comme on s'intéresse à l'évolution et à la nature du discours sur l'économie informelle en Côte d'Ivoire cela nous amène à nous faire une analyse des documents publics des partenaires financiers et du pays pour mettre en évidence le contenu du discours exprimé et publié par ces institutions et la Côte d'Ivoire. En ce sens, cette analyse diffère d'une revue systématique de la littérature. Comme l'explique Okoli &, Schabram (2010), cette démarche se caractérise par: « *(A) rigorous stand-alone literature review, according to Fink's (2005) definition, must be systematic in following a methodological approach, explicit in explaining the procedures by which it was conducted, comprehensive in its scope of including all relevant material, and hence reproducible by others who would follow the same approach in reviewing the topic* » (p. 1). Nous n'avons pas effectué ou suivi le protocole méthodologique propre à la SLR. Notre recension de textes n'est pas exécutée à partir de base de données scientifiques, nous n'avons pas non plus procédé à l'élimination de nos textes selon les critères de pertinence et de rigueur de la démarche scientifique. Pour cela, le lecteur ne devrait pas s'attendre à une consultation exclusive de ressources scientifiques pour notre travail. « Ce qui caractérise donc les démarches d'analyse de contenu contemporaines c'est d'établir différents niveaux de lecture des documents et de les mettre en relation comme autant de postures qu'adopte le chercheur pour décrire et analyser le document » (Sabourin, 2009, p15). Pour être plus pratique, notre analyse de

contenu avec Nvivo s'effectuera en nous basant sur l'approche de consultation des documents publics des partenaires financiers de la Côte d'Ivoire et du pays lui-même. Cela permettra par la recherche de mots ou d'expressions clés une lecture éclairée de la situation actuelle de l'économie informelle en Côte d'Ivoire à travers le discours.

Pour finir, il est important de noter que la Côte d'Ivoire dépend de ses partenaires financiers, donc il y'a une logique importante à comprendre quels sont les enjeux par rapport à l'économie informelle, quelles sont leurs attentes. C'est par l'analyse des documents publics de ces partenaires financiers que nous pourrons faire nos observations. Étant donné qu'il y'a tellement peu de données disponibles concernant le pays, pas d'archives, pas de mémoire institutionnelle, pas de documentation comme cela est le cas dans d'autres pays, ces documents me permettront d'avoir une perspective qui est difficile à obtenir exclusivement avec les documents de la Côte d'Ivoire et donc va permettre aussi de répliquer au besoin cette recherche avec les ressources utilisées ici.

3. Méthodologie

3.1 Critères de recension de la base de données

Dans mon introduction, j'ai mentionné que l'objectif de ce travail est de voir l'évolution du discours sur l'économie informelle en Côte d'Ivoire dans le temps en relation avec la Côte d'Ivoire et ses partenaires financiers du pays sur la période des vingt dernières années (2000-2020). Pour réaliser ce travail, je ferai une analyse systématique des documents à ma disposition. Compte tenu du cadre legaliste appliqué aux réalités de la Côte d'Ivoire qui met en exergue l'attitude à légalité ou à la régularité dans certains cas des acteurs du secteur informel, j'ai établi un cadre

d'analyse exhaustif. Ceci a permis d'inscrire le rôle du pays et de la majorité de sa population active en matière de développement économique. Dans cette section, à travers une recension des publications sur une période de vingt ans de la Côte d'Ivoire et de ses partenaires financiers, et ensuite par une analyse textuelle de ces documents avec le logiciel Nvivo je serai en mesure de déterminer à quel point est-ce que les partenaires financiers de la Côte d'Ivoire mettent l'emphasis sur l'économie informelle de l'année 2000 à 2020? Cette analyse me permettra de voir s'il s'agit d'une priorité dans le discours de la Côte d'Ivoire et ses partenaires financiers. La priorité ici va se mesurer avec l'emphasis mise sur le thème économie informelle, car comme je l'ai expliqué dans ma présentation historique, le pays dispose d'une économie informelle importante. Alors, l'hypothèse au cœur de se mémoire est que la référence au secteur informel a augmenté au fil des années. Cela du fait de la forte croissance du secteur, des ressources qu'elle représente pour l'économie nationale ivoirienne, et parce que le pays affiche depuis près d'une décennie des objectifs d'émergence qui passent par une intégration de son économie informelle au reste de l'économie.

Les documents décrits constituent notre population (N) de documents et répondent à des critères de choix prédéterminés par l'auteur tels que la constance des publications issues des bases de données des organisations. On y retrouve ainsi des communications, des études, des publications, et des observations de l'économie ivoirienne publiées dans la période de 2000 à 2020. En exemple, nous pouvons citer les communiqués de presse du FMI qui sont des publications régulières sur les accords, les buts poursuivis par la Côte d'Ivoire et cette institution, de même que leurs activités se déroulant dans le pays. En cela, les communiqués de presse sont une bonne capture des évènements, des politiques ciblées en matière d'économie et des engagements pris par l'institution durant son parcours avec la Côte d'Ivoire. En tant qu'institution assurant la stabilité

financière et la coopération monétaire internationales (FMI, 2020), cette ressource nous renvoie à des publications constantes sur une période débutant dans les années 1970, ce qui représente une mémoire régulière, fiable et importante pour notre recherche.

Pour la Banque mondiale qui est l'institution internationale qui œuvre à la recherche de solutions durables pour réduire la pauvreté et favoriser le partage de la prospérité, ses bases de données produisant les performances et les données socio-économiques du pays sont indispensables pour notre recension de documents (Banque mondiale, 2021). Ses rapports et ses études ouvrent une fenêtre sur les réalités du pays et sa position annuellement depuis les années 80 à travers plusieurs indicateurs. Ainsi dans l'"Open Knowledge Repository", des publications nous ont donné les contenus d'études et de travaux réalisés sur la Côte d'Ivoire (Banque mondiale, 2021). Nous avons également eu l'opportunité de prendre connaissance des politiques, des conventions et démarches mises en place par l'OIT qui dispose de données les plus pertinents sur le secteur informel en Côte d'Ivoire de même que la situation des travailleurs du secteur (OIT, 2021).

À travers donc les données de ces organisations, nous pourrions exprimer comment ces entités discutent-elles de l'économie informelle ? Question qui va nous permettre de faire une double analyse de l'évolution du discours sur le secteur informel à savoir : d'abord la quantité et la fréquence (intensité) du mot "secteur informel" sur les vingt années de référence et; une analyse plus profonde nous emmenant à nous intéresser à la nature qualitative de cette référence au secteur informel dans le discours. S'agit-il de conditions posées par les partenaires financiers de la Côte d'Ivoire, d'observations liées dans l'économie générale ou d'une volonté affichée des dirigeants ivoiriens de mieux encadrer ce secteur d'activité. Après cela nous serons en mesure d'exprimer si ce discours a changé lors des vingt dernières années, troisième question de notre travail.

Notre tâche a été plus complexe au niveau régional, car si la BAD qui est un partenaire financière intrinsèque à l'évolution de l'économie ivoirienne publie ses projets et ses observations sur le pays en ligne, cela est différent avec la CEDEAO. En effet, la section documentation de l'organisation est essentiellement composée des documents de politiques communes des États membres et la bibliothèque de même que les archives sont indisponibles (CEDEAO, 2011). Pour cette raison d'absence de données, la CEDEAO ne figure pas dans les ressources que nous avons pu réunir pour mener cette étude et ne sera pas considérée comme une source de documentation pour l'analyse à venir. Vu la nature de nos questions de recherche énoncées, la constance dans les publications, la qualité des informations contenues dans les documents sont une obligation pour une sélection non partisane des documents.

Par ailleurs, le manque de structuration dans les bases de données sur l'économie ivoirienne a représenté un autre défi dans la collecte de documents. Il est difficile de trouver des documents nationaux émis par le gouvernement de la Côte d'Ivoire à travers ses ministères de l'Économie et des Finances successifs au fil dans le temps. Faute d'un système de conservations de données numériques accessible au public. Chaque nouveau gouvernement supprime tous les travaux de ses prédécesseurs, ce qui représente un frein à la recherche en matière d'existence de données. Je m'appuierai donc sur les documents de travail des partenaires financiers de la Côte d'Ivoire d'une part.

Ensuite je consulterai les données gouvernementales officielles disponibles pour le gouvernement actuel et possiblement pour toute législature précédente encore disponible en ligne. Enfin, j'ai voulu utiliser les communications émises par les journaux nationaux ivoiriens pour voir l'évolution du mot secteur informel dans cette sphère aussi. Il est important de mentionner que je choisis la période de référence de 2000 à 2020 pour deux raisons, la difficulté de trouver des

ressources constantes dans les bases de données précédents l'année 2000 vu que la documentation en ligne est assez récente dans l'histoire ivoirienne (Mef, 2021) d'une part. D'autre part avec les réalités sociopolitiques, les archives nationales de Côte d'Ivoire de même que la mémoire institutionnelle du pays restent sous représentées en ligne (parfois inexistante). Ce malgré l'existence de services gouvernementaux et de directions effectuant des travaux de documentation qui devraient être accessibles tant aux citoyens ivoiriens qu'au grand public (ANCI, 2021).

Limitations

Dans la pratique, les réalités que nous avons rencontrées s'expriment aussi par : Les données issues des plateformes numériques de l'État de Côte d'Ivoire sont indisponibles sur la période de 2000 à 2005 expliquée par deux faits : premièrement comme mentionné dans notre aperçu du pays, la Côte d'Ivoire a connu plusieurs crises sociopolitiques ayant conduites à une déstabilisation des institutions à un moment donné. Cette fragilité de l'État a également eu une incidence sur une certaine période sur l'administration (voir historique). Aussi, pendant cette période, les politiques publiques énoncées s'orientaient plus vers des actions de sortie de crise, de cheminement vers la paix et ne permettaient pas la focalisation des gouvernements successifs sur certains aspects de l'économie. Pendant cette période également, les aides et programmes internationaux accordés par les partenaires financiers de la Côte d'Ivoire et la communauté internationales ont visé à restaurer l'État de droit, la sauvegarde des institutions et la sécurité de la population qui est un préalable au développement économique. Le risque serait donc de fausser la constance des ressources utilisées dans notre travail car les premières années de recherche auront des ressources naturellement moins consistantes que les années suivantes.

Les communiqués de presse qui tiennent lieu de publication sur les sites de plusieurs ministères et organisations gouvernementales font état des activités du gouvernement tels que les nominations ministérielles ou officielles, les évènements relatifs aux signatures d'accords avec les partenaires du pays, les organisations régionales, d'autres pays ou encore les instances internationales ce qui ne représente pas une source utile à notre étude. Il existe aussi des pages titrées sans contenus qui ne permettent pas d'avoir accès aux publications annoncées. Pour exemple, toutes les activités gouvernementales s'étant tenues avant la date du 17 mai 2017 sont inexistantes sur le site du MEF donc les ressources disponibles sont celles relatives au mandat du ministre actuel.

La contradiction est aussi que depuis le début de cette présidence, il y'a eu différents gouvernements dissous et nommés ce qui porte le nombre de ministres de l'Économie et des Finances à quatre en onze années de gouvernance mais les ressources disponibles sont celles de l'actuel ministre. Pour le site internet "Open data" qui est une plateforme en ligne contenant les données publiques de l'État de Côte d'Ivoire ceux-ci sont présentés sous format xlsx. Dans le menu par thématique notamment « Économie et Finances », 39 rapports de 2000 à 2019 sont disponibles mais ne sont exploitables pour cette étude du fait de leur contenu ou format (Open data, 2021).

Même si nous recevons la critique de ne pas avoir recensé des documents dont l'existence ne fait aucun doute sur la Côte d'Ivoire ou qui peuvent être identifié comme des documents pertinents, les démarches susmentionnées démontrent notre capacité à la recherche à différents niveaux, dans différents contenus et avec des moyens adaptés. Nous avons effectué cette recension de texte selon les exigences académiques et nous en profitons pour rappeler que certains documents officiels par nature font l'objet d'usage interne seulement donc sont disponibles dans un cadre restreint inaccessible au public. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous nous sommes assuré

de la représentativité de chaque document par le recours à une sélection aléatoire avec les outils Excel et Dcode.

4. Analyse systématique des documents

4.1 Ressources

Pour parvenir à effectuer la recherche à proprement dite, je suis allée chercher les documents du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OCDE, de la BAD, de l'UE, de l'OIT et de la Côte d'Ivoire ce qui représente sept groupes de documents à chiffres variés en termes de quantité sur lesquels j'ai travaillé. J'utilise les documents de 2000 à 2020 pour chaque organisation. C'est le lieu de se référer au paragraphe précédent qui explique que nous avons choisi la période référence de deux décennies et non plus, ou moins, car la Côte d'Ivoire a connu différentes performances politiques, économiques, et sociales au regard de son évolution. Cela a été aussi développé dans l'introduction donc cette période contient les différentes époques clés de son histoire actuelle. Aussi la nécessité de collecter des ressources d'analyses existantes et disponibles en ligne est un des buts de ce document donc l'année 2000 est une année qui permet même minimalement, de recenser des documents pour mon analyse.

La première étape de notre travail a consisté à énumérer le nombre de publications relatives à l'économie de la Côte d'Ivoire et de ses partenaires financiers. Compte tenu qu'au-delà de la quantité de documents, le mémoire examine le contenu, comment est-ce que ces contenus sont structurés, je vais procéder à une analyse des contenus pour voir la structuration des documents. Pour ce faire, je vais choisir 10 documents par année de façon aléatoire d'abord et de ces documents ensuite, je choisirai 10 documents par quinquennat et par organisation. Vu

l'impossibilité de consulter chaque document au regard du nombre, ce triage va me permettre de retenir un échantillon (n) sujet aux analyses finales. Pour la sélection finale, j'utiliserai un outil de sélection de chiffres au hasard en ligne (Dcode). Je m'assurerai au préalable d'attribuer aux textes recueillis des numéros selon leur organisme et l'outil Dcode va générer des chiffres aléatoires que j'utiliserai pour identifier les textes retenus.

Ensuite, j'utilise ensuite Nvivo pour examiner le contenu, faire ressortir le contexte selon lequel on discute de l'économie informelle (contexte de taxation, de PIB ou de corruption?). Cette recherche sera effectuée à partir de l'identification de 16 mots avant et après le mot "économie informelle" ou "secteur informel". J'ai donc élaboré une liste de 16 mots clés : « PIB », taxes, secteur privé, formalisation, dettes, sécurité, emploi, financement, aide, gouvernance, développement, pauvreté, travail, protection sociale, corruption.

Notre hypothèse est que le pourcentage de documents sur l'économie informelle augmente au fil des années donc pour vérifier cela on va faire notre analyse systématique de documents accumulés dans le cadre de ce travail. On verra donc à travers les fréquences de mots recherchés si ces données expliquent l'importance du secteur informel, combien de documents expliquent pourquoi le secteur informel doit être mieux encadré par l'État de Côte d'Ivoire. Si référence y est faite et à partir de ces éléments, on pourra voir si cette exigence se fait à travers des recommandations, l'allusion à la corruption dans le pays et l'importance de la collecte des taxes, aspects abordés dans les différentes étapes de ce travail. Nous allons aussi élaborer des tableaux afin d'indiquer la fréquence et la tendance au fil des années de la référence par les officiels et les organismes au mot secteur informel et les résultats en découlant. Toutes ces étapes nous permettront de voir ce qui se disait à l'an 2000 sur l'économie informelle en Côte d'Ivoire, ce qui s'est dit en 2010 et ce qui a été dit en 2020 à travers la fréquence des mots recherchés. On verra

alors si le secteur informel ivoirien fait partie des thématiques récurrentes, des exigences des partenaires financiers de la Côte d'Ivoire et les actions des gouvernements dans ce sens.

4.2 Résultats

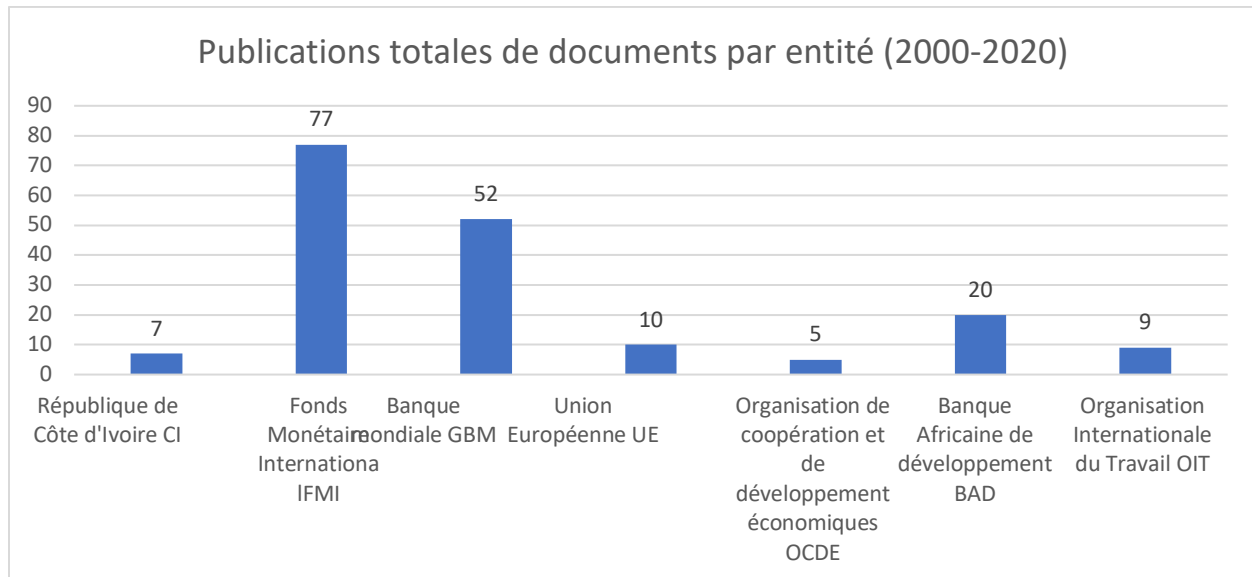
4.2.1 But et procédés

Le procédé de sélection aléatoire a pour but de veiller à ce chaque document compte comme un vote possible et ait la même chance de représentation dans les textes qui seront analysés. Cette sélection aléatoire revient à dire que si par exemple dans notre échantillon (n) apparaît un seul document de l'OCDE, étant donné que c'est une sélection aléatoire alors tous les documents présents dans l'échantillon se valent par vote. C'est ce procédé qui permet l'établissement de ma liste finale : textes par année, par quinquennat, par numéro de sélection, par ordre de tirage. Il est important de garder à l'esprit que je travaille sur 10 documents par quinquennat. Bien que j'aie employé les méthodes de randomisation d'Excel, pour aller plus loin dans ma capacité de sélection et assurer l'intégrité de ce travail, j'ai employé un second outil en ligne pour tirer au sort les résultats générés par Excel : Dcode.

4.2.2 Identification des ressources (Illustration : charts Overview et consulter FMI, BM, BAD, UE, OCDE, OIT, CI séries dans le document Excel)

En débutant la recherche avec 180 textes repartis entre six entités sur vingt ans, nous avons pu repartir les textes recueillis par organisation dans la même période (Illustration 10).

Illustration 10



Source : Auteur. Publications totales de documents par entité (2000-2020)

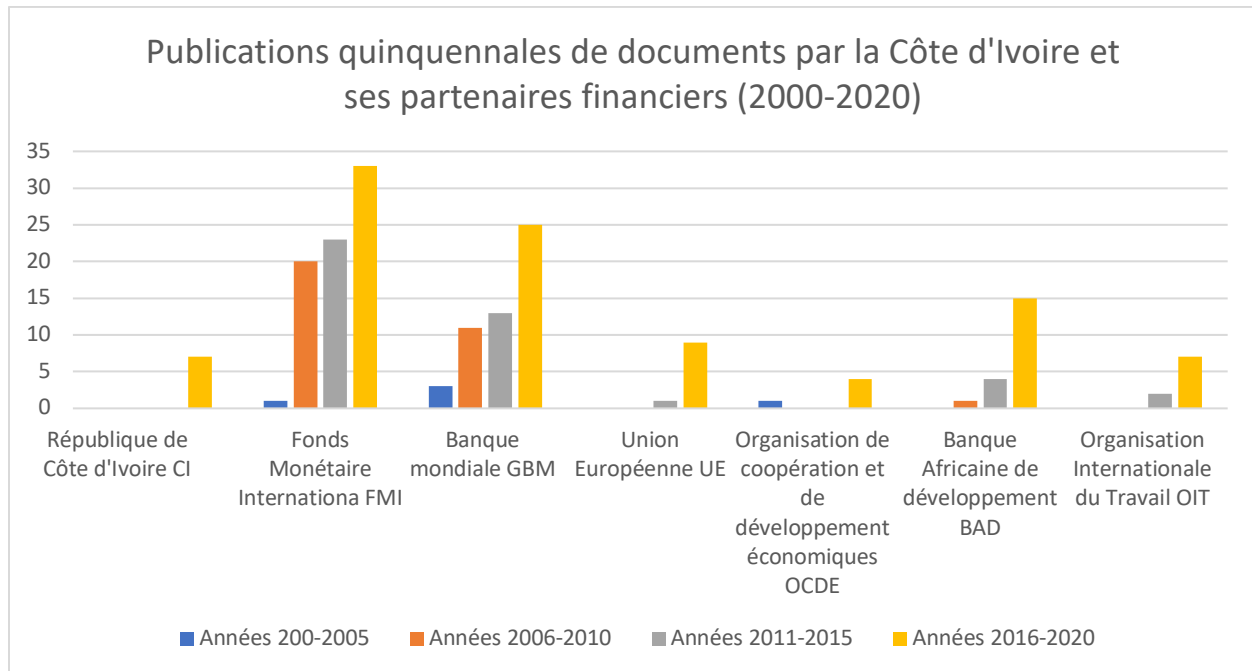
Ensuite j'ai classé les publications par organisation et par quinquennat en m'appuyant sur les données disponibles dans chaque série qui représente la documentation totale par organisation (Illustration 11). Les feuilles Excel « series » sont dénommées selon l'entité qu'elles représentent, illustrent les titres des textes recueillis par entité identifiée, la nature, le code interne, et l'année de publication. Toutes ces listes combinées ont donné une compilation des textes par année (Illustration Excel : CI & Partenaires annuels) auxquels nous avons attribué un numéro de tirage et cela a permis l'élaboration du document Excel : Graphiques par quinquennat qui suivra.

Illustration 11

FMI IMF Series	BANQUE MONDIALE WB Series	BAD Series	UE EU Series	OCDE Series	OIT ILO Series	CI Series	CI & Partenaires annuel
----------------	---------------------------	------------	--------------	-------------	----------------	-----------	-------------------------

Source : Auteur. Présentation des documents compilés par organisation
Pour les données détaillées des séries, consulter l'annexe ou le document Excel joint au mémoire.

Illustration 12



Source : Auteur. Publications quinquennales de documents par la Côte d'Ivoire et ses partenaires financiers (2000-2020)

Dans un souci de représentativité et de répartition égale des textes recueillis pour notre analyse de données, j'ai fait le choix d'analyser 10 documents par quinquennat. Compte tenu du manque de ressources pour le premier quinquennat, celui-ci totalise selon l'illustration 10 seulement 6 textes de 2000 à 2005. Finalement, nous nous sommes retrouvés avec 36 textes pour l'analyse textuelle du discours sur l'économie informelle en Côte d'Ivoire sur les deux décennies de 2000-2020 avec la logique de 10 documents sélectionnés par tirage aléatoire dans la grande population (N) de documents par quinquennat, comme décidé au départ.

N=180 documents

(n)= 10 (2020-2016) +10 (2015-2011) +10 (2009-2005) +6 (2004-2000) = 36 documents

Donc, vu que tous les 6 documents de 2000-2005 ont été retenus faute d'en avoir 10, ces 6 textes ont aussi été soumis au procédé de sélection aléatoire pour changer leur disposition de sélection

dans le temps (Illustration 13). Comme défi, certains documents n'étant pas disponibles sous format téléchargeable, j'ai utilisé des versions imprimables de substitut aussi lisibles par Nvivo.

Illustration 13

Numéro de tirage	Organisation	Nature du document	Code interne du document	Titre	Année de publication	Résultats du tirage
4	FMI	Communiqué de presse	NO. 02/15	Press Release: IMF Approves in Principle US\$365 Million PRGF Arrangement for Côte d'Ivoire	Mar-02	1
6	Banque mondiale WB	Policy research working paper	2377	Reforming the Water Supply The succesof Abidjan's water sector is attributable to the in Abidj an, Cote d'Ivoire	Jun-00	3
1	Banque mondiale WB	Policy Research Working Paper	3668	Economic Impacts of Professional Training in the Informal Sector: The Case of the Labor Force Training Program in Côte	Jul-05	5
5	Banque mondiale WB	Policy research working paper	2600	Rent-Sharing, Hold-Up, and Manufacturing Wages in Côte d'I	May-01	4
2	Banque mondiale WB	Public Expenditure Review	27141	Ivory Coast Strengthening Public Expenditure Management and Controls Public Expenditure Review	Dec-03	6
3	OCDE OECD	Publications	X	African Economic Outlook 2002/03 - Country Studies: Côte d'I	Mar-03	2

Source : Auteur. Représentation visuelle de la catégorie 2000-2005

4.2.3 Randomized selection process tool ou outil de procédé de sélection aléatoire (Illustration : Population & sélection aléatoire dans le document Excel)

Dans le logiciel Excel, après avoir identifié mes 180 documents et les avoir comptabilisés j'ai effectué le processus de sélection aléatoire élaboré à deux niveaux :

- J'ai utilisé la fonction (RAND) d'Excel qui a généré une formule qui permet d'attribuer une valeur numérique chiffrée à une seule cellule à la base que j'ai appliquée ultérieurement à l'ensemble des 180 textes.
- Ensuite j'ai étendu la numérotation aléatoire générée à l'ensemble des textes contenus dans le tableau. Après, j'ai copié et collé les valeurs générées par le logiciel pour garder la valeur attribuée par Excel ce qui permet d'éviter que le mode Random ne change les chiffres à chaque fois que je les manipule ou que je sélectionne une information au cas où j'ai besoin

de déplacer des données. Aussi parce que la formule Random a été appliquée à toutes les cellules, cela rendait les chiffres instables donc pour les sécuriser et les maintenir à un niveau constant nous avons effectué ces méthodes. Consulter Feuille Excel : Population et sélection aléatoire à consulter dans le document Excel joint.

4.2.4 Randomized selection process tool ou outil de procédé de sélection aléatoire finale (Illustration : Échantillon & Tirage final)

Pour une sélection équitable afin de s'assurer du mieux que possible de la représentativité des documents exprimant le discours sur le secteur informel en Côte d'Ivoire comme nous l'avions mentionné plutôt et pour attribuer à chaque texte la même chance de vote, nous avons utilisé Dcode qui est un logiciel de tirage par hasard qui génère les chiffres aléatoires selon la quantité souhaitée et par ordre. J'ai effectué des tirages avec les chiffres obtenus par Excel qui suite à la fonctionnalité Random avaient déjà été classifiés. Les résultats de Dcode ont permis l'élaboration du document Excel : Échantillon & Tirage final.

Bien que nous n'ayons pas pu recueillir tous les documents disponibles pour le pays et chacune des organisations étudiées, j'ai établi mon échantillon par sélection aléatoire de telle sorte que la probabilité de choix ou de sélection de chaque document de chaque organisation soit égale. Ainsi dans la population de documents recueillis en fin de compte, chacun des documents avait la même chance d'être choisi par quinquennat lors du tirage aléatoire. La répartition nous a permis d'avoir 4 sets de tirages indépendants à consulter dans l'annexe ou dans le document Excel joint. C'est à partir de ces textes que l'analyse textuelle a été effectuée dans Nvivo.

Illustration14

Numéro de tirage	Rendu	Organisation	Nature du document	Code interne du document	Titre	Année de publication	Résultats du tirage	Document tiré
41	0.2530542	Le Ministère de l'Economie et des Finances	Actualité	Sercom Mef	Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) : le projet de loi modifiant la réglementation adoptée à l'unanimité par les députés	Jul-19	7	1
20	0.982465506	UE EU	Communiqué de presse	200304_32	Promotion des micro-initiatives en faveur de l'association civile	Feb-20	8	2
85	0.395588788	BAD AFDB	Evaluation report	AHAI	Côte d'Ivoire projet de pôle agro-industriel dans la région du bétail (ZPAI-BELIER)	Jan-17	10	3
51	0.51849295	FMI	Publication	NO. 18/367	Côte d'Ivoire : Fourth Reviews Under the Arrangement Under the Extended Credit Facility and Under the Extended Arrangement Under the Extended Fund Facility, and Request for Modification of Performance Criteria-Press Release; Staff Report; Debt Sustainability Analysis; Supplementary Project d'amélioration de l'accès à l'électricité en milieu rural	Dec-18	3	4
56	0.534670261	BAD AFDB	Evaluation report	RDGW	Projet de renforcement des ouvrages du système électrique et d'accès à l'électricité Phase I (PROSER I)	Oct-18	6	5
16	0.642463585	BAD AFDB	Evaluation report	RDGW/PESD	Feuille de Route de l'Union européenne pour l'engagement envers la Société Civile en Côte d'Ivoire 2016-2020	Mar-20	5	6
94	0.788783844	UE EU	Programme	X	Time and Money : A Study of Labor Constraints for Female Cotton Producers in Côte d'Ivoire	Jul-16	4	7
79	0.822053244	Banque mondiale WB	Brief	27951	République de Côte d'Ivoire projet d'appui à la gouvernance de la filière cacao (PAGFIC) Rapport d'évaluation	May-17	1	8
53	0.825192489	BAD AFDB	Evaluation report	RDGW/ECGF/AHFR	Press Release: IMF Executive Board Concludes 2016 Article IV Consultation with Côte d'Ivoire	Nov-18	2	9
96	0.912934612	FMI	Communiqué de presse	NO. 16/252	Appui à l'amélioration de l'employabilité et de l'insertion des jeunes (PAAEI)	May-16	9	10
21	0.082969612	BAD AFDB	Evaluation report	OSHD	Promouvoir la création d'emplois pour les jeunes dans les entreprises multinationales et leurs chaînes d'approvisionnement : Côte d'Ivoire	Nov-13	2	11
36	0.103209025	OIT ILO	Etude	No. 13	Press Release: Concluding Statement by an IMF Mission to Côte d'Ivoire	Nov-11	10	12
33	0.144976858	FMI	Communiqué de presse	NO. 12/83	Press Release: Statement at the Conclusion of an IMF Mission to Côte d'Ivoire	Mar-12	6	13
18	0.285450292	FMI	Communiqué de presse	NO. 14/134	Press Release: IMF and World Bank Announce more than US\$4 Billion in Debt Relief for Côte d'Ivoire	Mar-14	4	14
30	0.437103554	FMI	Communiqué de presse	NO. 12/239	Côte d'Ivoire : Fiche pays 2011-2012	Jun-12	1	15
40	0.471302636	BAD AFDB	Projects & Operations	X	Ivorian Economic performance since the End of the Post-Election Crisis	May-11	3	16
10	0.518859076	Banque mondiale WB	Report	95632	Press Release: IMF Concludes ECF Review Mission to Côte d'Ivoire	Mar-15	7	17
29	0.557705061	FMI	Communiqué de presse	NO. 12/376	Associer les entreprises multinationales à la création d'emplois pour les jeunes, hommes et femmes, en Côte d'Ivoire	Oct-12	9	18
13	0.804764374	OIT ILO	Projet	RAF/16/54/FRA	Press Release: IMF Executive Board Completes Third ECF Review for Côte d'Ivoire and Approves US\$74 Million Disbursement	Dec-14	8	19
25	0.92071572	FMI	Communiqué de presse	NO. 13/201	Côte d'Ivoire Public Expenditure Management and Financial Accountability Review (In Three Volumes) Volume III: Public Procurement Assessment Report	Jun-13	5	20
16	0.014067991	Banque mondiale WB	Public Expenditure Review	44429	Côte d'Ivoire Public Expenditure Management and Financial Accountability Review (In Three Volumes) Volume III: Public Financial Management Performance Report	Nov-08	9	21
17	0.058102323	Banque mondiale WB	Policy Research Working Paper	44429	Press Release: Côte d'Ivoire Reaches Decision Point Under the Enhanced HPC Debt Relief Initiative	Nov-08	8	22
12	0.082659432	FMI	Communiqué de presse	NO. 09/104	Côte d'Ivoire Public Expenditure Management and Financial Accountability Review (In Three Volumes) Volume I: Main Report	Mar-09	7	23
15	0.176801327	Banque mondiale WB	Public Expenditure Review	44429	Press Release: IMF Executive Board Completes First Review Under Côte d'Ivoire's PRGF Arrangement, Approves US\$57.3 Million Disbursement	Nov-08	2	24
8	0.279808015	FMI	Communiqué de presse	NO.09/416	Press Release: Statement of an IMF Mission at the Conclusion of a Staff Visit to Côte d'Ivoire	Nov-09	6	25
19	0.301256447	FMI	Communiqué de presse	NO. 08/144	Press Release: IMF Approves US\$66.2 Million in Emergency Post-Conflict Assistance for Côte d'Ivoire	Jun-08	10	26
20	0.559792396	FMI	Communiqué de presse	NO. 08/73	Press Release: IMF Executive Board Approved Additional Interim Assistance Request Under the Enhanced HPC Initiative for Côte d'Ivoire	Apr-08	5	27
5	0.680833286	FMI	Communiqué de presse	NO. 10/128	Press Release: Statement by IMF Managing Director Rodrigo de Rato Following a Meeting with the Prime Minister Charles Konan Banny of Côte d'Ivoire	Mar-10	1	28
31	0.882208752	FMI	Communiqué de presse	NO. 06/83	Enterprise Surveys : Côte d'Ivoire Country Profile 2009	Apr-06	4	29
10	0.995535932	Banque mondiale WB	Technical reports	92316	Press Release: IMF Approves in Principle US\$365 Million PRGF Arrangement for Côte d'Ivoire	Aug-09	3	30
4	0.05746454	FMI	Communiqué de presse	NO. 02/15	Reforming the Water Supply The success of Abidjan's water sector is attributable to the in Abidjan, Côte d'Ivoire	Mar-02	1	31
6	0.088072875	Banque mondiale WB	Policy research working paper	2377	Economic Impacts of Professional Training in the Informal Sector: The Case of the Labor Force Training Program in Côte d'Ivoire	Jun-00	3	32
1	0.117631909	Banque mondiale WB	Policy Research Working Paper	3668	Rent-Sharing, Hold-Up, and Manufacturing Wages in Côte d'Ivoire	Jul-05	5	33
5	0.185679749	Banque mondiale WB	Policy research working paper	2600	Ivory Coast Strengthening Public Expenditure Management and Controls	May-01	4	34
2	0.18871228	Banque mondiale WB	Public Expenditure Review	27141	African Economic Outlook 2002/03 - Country Studies: Côte d'Ivoire	Dec-03	6	35
3	0.354496323	OCDE OECD	Publications	X		Mar-03	2	36

Source : Auteur. Échantillon & Tirage final

4.3. Analyse textuelle de documents

4.3.1 NVIVO

J'utilise ce logiciel d'analyse textuelle pour effectuer cette analyse de données qualitative des textes recueillis. Cette méthode me permettra de regrouper les références faites au secteur informel dans le discours des partenaires financiers de la Côte d'Ivoire et dans le discours des dirigeants ivoiriens au fil des vingt dernières années. Le but de cette analyse est de répondre aux questions que nous nous sommes posés au début et tout au long de ce mémoire :

1. Quelles sont la quantité et la fréquence (intensité) du mot "secteur informel" dans le discours sur l'économie informelle pendant les vingt années de référence?
2. Quelle est la nature qualitative de ces références au secteur informel dans le discours et comment évolue la nature de ce discours dans le temps?

En particulier, s'agit-il de conditions posées par les partenaires financiers de la Côte d'Ivoire, d'observations liées à l'économie générale ou d'une volonté affichée des dirigeants ivoiriens de mieux encadrer ce secteur d'activité?

3. Ce discours a-t-il changé lors des vingt dernières années ?
4. Et finalement - compte tenu que l'un des défis majeurs associés à la taille importante de l'économie informelle est la présence d'une corruption insidieuse dans des pays où elle est dominante - quelle est la relation entre l'économie informelle et la corruption dans ce discours en Côte d'Ivoire?

Les réponses à ces questions seront découvertes au fil de l'analyse textuelle qui suit.

4.3.2 Choix méthodologique

Après avoir fait migrer les 36 textes sélectionnés dans le logiciel d'analyse textuelle NVIVO, ils vont représenter des données qui seront interrogées par le logiciel selon mes

demandes. Ces demandes effectuées constituent nos requêtes dans le logiciel et dans le cadre de ce mémoire nous avons effectué plus d'une vingtaine de requêtes dans Nvivo pour générer les résultats de recherche de nos questions.

J'ai établi un corpus des 36 textes sélectionnés aléatoirement et transportés vers le logiciel. Compte tenu de la nature de nos questions de recherches et de la recension de textes par quinquennat, un découpage du corpus s'impose, ce que je réalise en établissant un tome par quinquennat. Par tome ici, il faut entendre le contenu du corpus par quinquennat. Je répartis ainsi mon corpus initial de 36 textes en 4 sous corpus par quinquennat comme suit : un premier corpus de dix textes couvrant la période de 2020 à 2016, un second corpus de dix textes pour la période 2015 à 2011, un troisième corpus de 2010 à 2005 toujours de dix textes et finalement un dernier corpus de 6 textes pour la période de 2000 à 2005 compte tenu de l'insuffisance de textes signalée pendant cette période de la recherche. Je crée ensuite un fichier par tome pour consigner mes résultats de recherche et extraire mes graphiques. Fait important, la chronologie est essentielle dans notre démarche, car elle influencera la lecture des résultats vu que nous travaillerons sur les textes, l'évolution du discours représentant un phénomène économique et social ici.

Je vais utiliser le mot secteur informel qui dans le contexte de NVIVO représente plutôt un groupe de mots et chacun des 16 mots entourant le thème de ce mémoire que j'avais énuméré plus tôt : « Produit Intérieur Brut » « PIB », taxes, secteur privé, formalisation, dettes, sécurité, emploi, financement, aide, gouvernance, développement, pauvreté, travail, protection sociale, corruption.

- 1-En effectuant une recherche de mots spécifiques (secteur) et de liste de mots (secteur informel) la fréquence de ce mot sera divulguée par le logiciel. Je vais aussi faire ressortir les mots de plus de 6 lettres les plus fréquents et ensuite je rechercherai les mots de 4 lettres les plus fréquents dans le texte. Cela s'explique par le fait que des mots courts comme PIB

et dette font partie de la recherche mais présentent des risques pour les résultats. Alors que pour PIB je peux le remplacer par sa forme plus longue Produit Intérieur Brut qui devient alors un groupe de mots. Cela n'est pas possible avec dette, car ce mot est un mot court de 4 lettres et les résultats de recherche pour les mots courts 3-4 lettres dans Nvivo sont dominés des polluants composés majoritairement de mots tels que les déterminants (Nvivo, 2020).

- 2-Je vais également effectuer mes requêtes en recherchant d'abord les 100 mots les plus utilisés dans le texte et les réduire à 50 pour me focaliser sur les résultats les plus pertinents pour mes questions de recherche.
- 3-Je peux après mes différentes requêtes faire ressortir le pourcentage pondéré des mots qui représente la fréquence et l'occurrence des mots tant dans le texte qu'au sein d'un corpus. Je vais finalement fournir des représentations visuelles de mes recherches sous forme de graphiques et tableaux de données chiffrées.

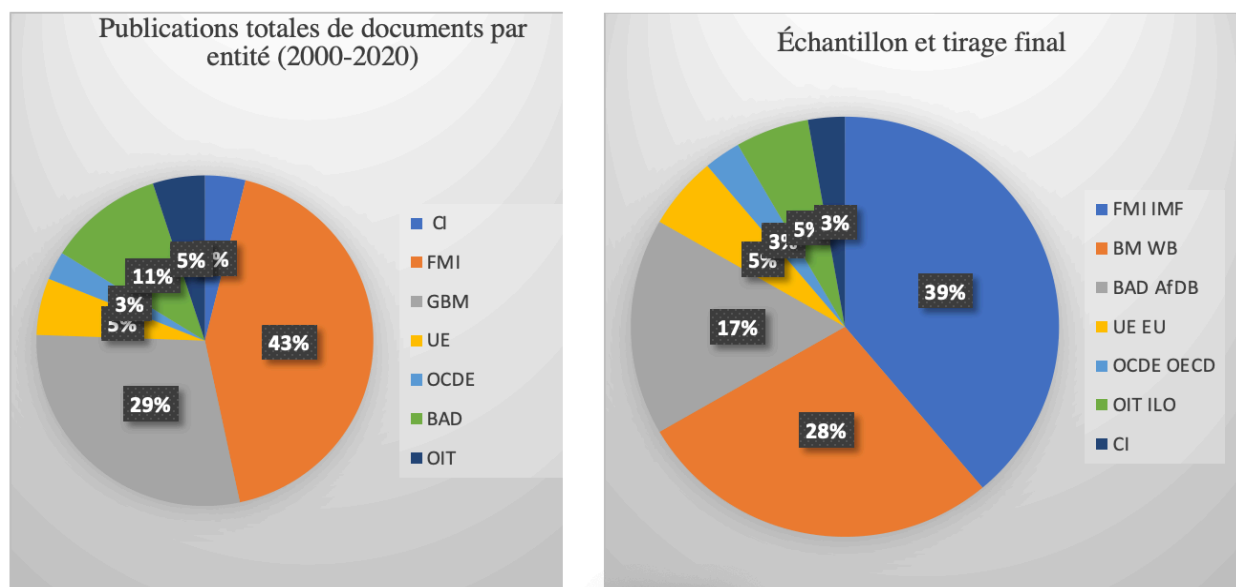
4.3.3 Interprétation des résultats

Avertissement - Caveat (mise en garde) :

Nous avons démontré que les documents intervenant dans ce mémoire pour l'analyse textuelle ont été sélectionnés en utilisant toutes les ressources disponibles et nos capacités de recherche les plus efficaces. Il est possible que tous les documents existants sur ce sujet d'intérêt le discours sur l'économie informelle en Côte d'Ivoire au cours des vingt dernières années ou tous les documents décidés ne figurent pas dans notre catalogue de publications élaboré pour effectuer ce travail (180 textes de 2000-2020). En conséquence, étant donné que la Banque Mondiale et le FMI avaient plus de documents dans la population (N), il y'avait plus de probabilité que leurs

documents soient choisis même avec les procédés de double tirage aléatoire. Mon interprétation peut donc être un peu biaisée vu que le FMI a la plus grande part de documents et que naturellement ses documents vont être plus représentés dans les documents sélectionnés et influencer certainement nos résultats. On n'a pas réussi à avoir tous les documents mais pour m'assurer d'avoir une représentation égale de chaque organisation pour chacun de ces documents j'ai effectué une sélection aléatoire pour avoir un sample (échantillon « n ») représentatif de ces entités que sont le FMI, de la Banque Mondiale, de l'OCDE, de la BAD, de l'UE, de l'OIT et de la Côte d'Ivoire. Alors parce que nous avons une forte prédominance des documents de la FMI qui représentaient initialement 77 documents sur les 180 documents initiaux (42%), notre analyse probablement va refléter cette prédominance au sein des documents disponibles puisque les documents de l'organisation sont au nombre de 14 soit (39%) des documents finaux utilisés dans le logiciel NVIVO. (Illustrations 15 et 16).

Illustrations 15 et 16



Source : Auteur. Proportion des publications par entité

Interprétation

Les différentes requêtes effectuées dans le logiciel ont produit les résultats suivants :

- Le groupe de mots "secteur informel" a été mentionné 2 fois dans les 36 textes analysés au cours des deux décennies 2000-2020 comme l'indique notre tableau, ce qui équivaut à 0.2% de présence. Cette information exprime une sous-représentation dans l'ensemble des mots ou groupes de mots recherchés. Il a été mentionné durant le quinquennat 2016-2020 toutes ces deux fois ce qui veut dire qu'il est absent du discours sur l'économie informelle en Côte d'Ivoire pendant 3 quinquennats.

Cependant ce résultat est plus ou moins compréhensible quand nous poursuivons cette interprétation avec le même groupe de mots, cette fois-ci en Anglais. "Informal sector" a une occurrence de 18 reprises au sein des 36 textes que représente notre échantillon (n) donc est présent à hauteur de 0.21%. Il a été exprimé au moins une fois pendant trois quinquennats à l'exception de la période 2011-2015. "Informal sector" a été représenté 14 fois entre 2000-2005, période où il est en somme le plus exprimé dans le discours sur l'économie informelle en Côte d'Ivoire pendant deux décennies.

Illustration 17

Résultats de recherche																			
Mots/ Période	Secteur informel	Informal sector	Informal economy	Secteur privé	Dette	Debt	Produit Intérieur Brut (PIB)	Tax	Formali- sation	Sécurité	Emploi	Finance- ment	Aide	Gouver- nance	Dévelop- pement	Pauvreté	Travail	Protection sociale	Corruption
2000-2005	0 occ 0%	14 occ 0.21%	0 occ 0%																
2006-2010	0 occ 0%	3 occ 0.8%	0 occ 0%																
2011-2015	0 occ 0%	0 occ 0%	1 occ 0.1%																
2016-2020	2 occ 0.2%	1 occ 0.1%	0 occ 0%																
2000-2020	2 occ 0.2%	18 occ 0.30%	1 occ 0.1%	99 occ 1.74%	679 occ 0.24%	708 occ 0.25%	/	272 occ 0.01%	/	90 occ 0.02%	324 occ 0.01%	340 occ 0.06%	/	284 occ 0.05%	276 occ 0.010%	148 occ 0.05%	258 occ 0.05%	/	/

Source: Auteur. Résultats de recherche dans le logiciel NVIVO (Tableau partiel, consulter Excel pour le tableau complet).

Nous avons poursuivi les recherches pour contextualiser le mot "secteur informel" dans les discussions. Il est précédé ou suivi dans les publications consultées des mots taxation, taxpayers, program, labour, employment, developement, private sector, main-d'œuvre, population. Dans les documents consultés, le secteur informel fait l'objet de demande de politiques tel que : les politiques recommandant la perception de taxes de ce secteur (conditions du FMI), la formation de la main-d'œuvre qui est plus intégrée aux travaux et publications des bailleurs de fonds, la compétitivité contre le secteur privé (Banque mondiale). Dans l'intégralité du tableau disponible

dans le fichier Excel, on voit également la forte prédominance du secteur privé qui est évoqué dans la majorité des textes.

Étant donné l'importance de l'économie informelle au regard de tous les documents académiques, scientifiques et les travaux cités dans ce mémoire et aussi des travaux des organisations sur le sujet, le fait que les partenaires financiers n'en parlent (presque) pas est un fait important pour nos résultats. Au regard de l'enjeu que représente ce thème et des démarches académiques suivies dans ce mémoire afin d'effectuer une analyse textuelle des documents sélectionnés, j'ai été en mesure d'extraire les données et ces résultats importants tant pour la recherche, pour le domaine académique, la CI et ses partenaires financiers. Le constat est clair : tant qu'il n'y aura pas de déclenchement de développement de l'économie ivoirienne intégrant ce secteur d'activité, tant que l'économie informelle n'est pas encadrée, soutenue, le fait que les partenaires financiers ne donnent pas de directives fortes et précises est un résultat éloquent et utile pour les partenaires financiers et le pays.

Ce résultat est important, car il démontre l'importance de la mise en place de politiques, de ressources appropriées et ces orientations ne peuvent être atteintes par l'État ivoirien seul. La marche vers le développement demande des mesures fortes et même si des financements sont destinés à certaines activités ou du soutien financier est alloué périodiquement, cela reste insuffisant pour une marche vers le développement tel que la Côte d'Ivoire le conçoit à travers son projet d'émergence.

Mes résultats de recherche démontrent qu'il est nécessaire de mettre en place une intégration du secteur informel dans les actions gouvernementales et ces actions ne peuvent pas relever de la seule volonté ni de la seule implication de la Côte d'Ivoire. En ce sens l'influence, la crédibilité et les investissements massifs des partenaires financiers sont une obligation pour

orienter le secteur informel ivoirien vers un meilleur avenir. Nous avons vu que la protection sociale et la condition des travailleurs qui sont des points centraux dans les recommandations tiennent compte de l'individu, de son droit à la sécurité (économique, sociale, physique) que la Côte d'Ivoire a le devoir sinon l'obligation de fournir à la majorité de sa population active. Certes les partenaires financiers expriment des attentes et donnent des recommandations au pays mais elles restent largement insuffisantes si nous nous appuyons sur les résultats de ce travail puisque leur discours est majoritairement orienté vers d'autres domaines.

J'ai travaillé en me basant sur des questions pertinentes, j'ai élaboré une méthodologie de recherche dynamique, complète et étonnement, nos résultats ont dévoilé :

$0.2\% + 0.30\% + 0.1\% = 0.33\%$ de présence de la mention de l'économie informelle dans le discours de la Côte d'Ivoire et de ses partenaires financiers de 2000 à 2020

Ceci qui une découverte majeure pour la compréhension, l'analyse et la recherche sur le secteur informel ivoirien. Au total en deux décennies, "Informal sector", "Informal economy", "Économie informelle" et "Secteur informel" ont été exprimé 21 fois dans 36 textes. Nous n'avons pas pu établir de lien entre le secteur informel et la corruption dans notre recherche, car le mot corruption n'est apparu dans aucun des 36 textes analysés. Par ailleurs, mon hypothèse de départ sur l'évolution du discours sur le secteur informel n'est pas vérifiée étant donné que la fréquence du discours qui est de **0.33%** n'a beaucoup bougé pendant ces deux dernières décennies entre la Côte d'Ivoire et ses partenaires financiers.

Mes principales découvertes démontrent que malgré l'importance de l'économie informelle, les partenaires financiers ne donnent aucun support ni ne priorisent le développement de ce secteur pour un développement durable du pays. Il faudrait donc une grande pression de leur

part pour que la Côte d'Ivoire aligne ses objectifs de développement aux exigences de l'intégration de l'économie informelle dans les priorités des gouvernements.

Le fait que nous avons découvert des résultats démontrent qu'il faut que les partenaires financiers de la CI lui donne des lignes directrices, des conseils pratiques pour orienter ses actions en faveur de la main-d'œuvre la plus importante mais aussi la plus vulnérable du pays. Ce mémoire est un document utile et important que j'ai produit, car cela démontre que la CI a peu de support externe en termes de directives et elle a besoin de "leadership" de ses partenaires financiers. La notion de contraintes et de pressions que nous avons évoquée représente ici un encadrement et un support fondamental.

4.3.4 Perspectives

Comme je l'avais mentionné plutôt, il faut tenir compte de la prédominance des documents de deux organisations dans nos ressources, FMI et la Banque mondiale (Illustration 14 et 15). Aussi, je ne suis pas très à l'aise de ne pas avoir utilisé dans la sélection des textes, une série de documents, précisément trois documents qui méritent d'être inclus dans cette analyse. Ils n'ont pas été repérés par la recherche spontanée mais ils apparaissent dans les recherches ciblées, et ont été mentionné dans les médias ce qui requiert notre attention. Il s'agit des trois volumes d'Examen multidimensionnel de la Côte d'Ivoire publiés par l'OCDE en 2016. Le volume 1 intitulé Évaluation initiale « aide les pays à identifier et surmonter les obstacles à de meilleurs niveaux de bien-être et à une croissance plus équitable et durable », le volume 2 Analyse approfondie et recommandations « sert à accompagner le pays dans l'élaboration de sa stratégie de développement vers l'émergence » en formulant des recommandations et le volume 3 De l'analyse à l'action

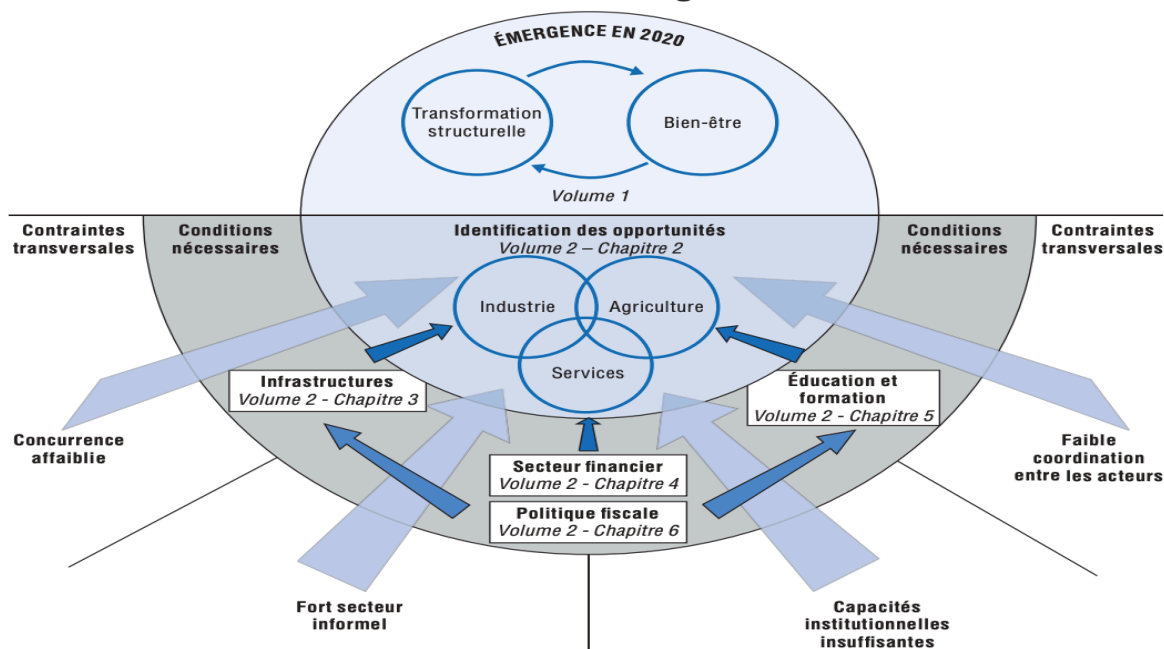
« présente des recommandations détaillées pour chaque thématique visant à lever les freins à l'émergence » (OCDE, 2016).

Il y'a un intérêt pour ces analyses puisque ces documents représentent les résultats de la requête faite par la Côte d'Ivoire auprès de l'OCDE pour des un accompagnement en vue de devenir une puissance émergente. Instinctivement ces documents devraient être intégrés à la recherche, car même si les partenaires financiers ou la Côte d'Ivoire n'en parlent pas, l'OCDE avait publié en 2016 ces ouvrages visant à accompagner et à orienter le cheminement du pays vers l'émergence. Ces documents notamment énonçaient la nécessité de prendre en charge l'économie informelle en lien avec mon analyse à savoir :

- « L'importance du secteur informel qui constitue un frein au développement;
- La volonté des entreprises à rester informelles en raison de contraintes réglementaires et du coût de la formalisation;
- Le gouvernement qui devrait poursuivre ses réformes pour améliorer l'environnement des affaires et alléger le fardeau réglementaire des entreprises, particulièrement élevé pour les PME;
- La formation des travailleurs du secteur informel » (OCDE, 2016).

Donc cela serait une voie à regarder dans le futur, car ces remarques sont intégrées à un ensemble de pratiques inters reliés dont la réalisation requiert une approche multisectorielle.

Graphique 1.2. **Le rapport propose des recommandations visant à relever les défis de l'émergence**



Source : Auteurs.

Source : OCDE, 2016. Examen multidimensionnel de la Côte d'Ivoire vol. 2

5. CONCLUSION

Le but de ce mémoire était de d'analyser le discours sur l'économie informelle en Côte d'Ivoire de 2000 à 2020 en nous intéressant à la quantité, à la fréquence (intensité) du mot "secteur informel" dans le discours, à la nature qualitative de ces références, à son évolution et la relation entre l'économie informelle et la corruption dans ce discours. Nous avons traduit le besoin de cette étude par l'importance du secteur informel dans l'économie ivoirienne tant par sa taille que par sa contribution au PIB qui est une donnée importante dans l'économie nationale et mondiale. Ce travail a été motivé par la nécessité de répondre à des questions de recherche légitimes et pertinentes qui se posent au regard des performances économiques actuelles de la Côte d'Ivoire et de son ambition de devenir un pays émergent à l'horizon 2030. À ce titre, « l'émergence

économique » étant son objectif principal depuis 2012, il était important pour nous de savoir comment était approchée l'une des parties les plus importantes de son économie par le pays lui-même et ses partenaires financiers.

Pour cela, nous avons de façon progressive et soutenue fait une analyse historique et socio-économique du pays en lien avec l'économie informelle. Cette analyse a démontré par l'histoire du pays, ses défis politiques, socio-économiques et récemment son positionnement dans une trajectoire de croissance que bien peu de progrès ont été réalisés en ce qui concerne le secteur informel. Malgré l'implication majeure de ses partenaires financiers dans les différentes étapes de son évolution qui ont contribué à nous éclairer sur ses réalités et ses priorités économiques sur les deux décennies étudiées, les interventions de ceux-ci n'ont pas permis d'améliorer les interventions vers le secteur informel tout en sachant que ces acteurs soulignent la formalisation et la taxation comme des étapes nécessaires au succès du pays voire à son développement. En utilisant les données l'économie informelle en Côte d'Ivoire, j'ai dans mon cadre théorique avec l'usage de l'approche légaliste de Roubaud (2014) identifié la relation entre le pays et les acteurs de son secteur informel. Cela permet de révéler une absence de changement dans la nature du discours sur l'économie informelle en vingt années ce qui constitue plus un frein pour la Côte d'Ivoire du fait de la précarité et de l'absence de sécurité sociale des travailleurs du secteur informel. Nous avons aussi vu que ces réalités ont continué de se renforcer avec le temps de même que l'impuissance de l'État ivoirien par son incapacité à leur assurer un environnement exempt d'obstacles en tant que main-d'œuvre et une incapacité taxation de cette population active. Bien que le secteur informel se soit accru au fil des ans comme l'a démontré notre travail, les conditions des acteurs de ce secteur qui représentent la majeure partie de la population active, malgré

l'insistance des organisations comme l'OIT ou l'ONU en vue d'introduire un environnement favorisant leur protection sociale, l'efficacité ou encore la formalisation restent précaires.

Les défis relatifs à l'accès aux données, à la recension de mes documents de travail sur deux décennies dans certains cas ne m'ont pas empêché de mener une analyse méthodologique de qualité sur ce thème. Les résultats découverts même s'ils ont été surprenants par leur taille, 0.33% de présence de la mention de l'économie informelle dans le discours de la Côte d'Ivoire et de ses partenaires financiers de 2000 à 2020 a permis de répondre à nos questions initiales. Mes résultats ont démontré que l'économie informelle a été mentionnée très peu sinon rarement par la Côte d'Ivoire et ses partenaires financiers dans son discours ce qui représente un signal fort pour moi en tant que chercheuse, de surcroît que la nature de ce discours n'a pas non plus changé. Alors, les partenaires financiers de la Côte d'Ivoire qui jouent un rôle central dans sa vie économique du pays devraient être les voies d'influence pour une meilleure coordination et intégration de l'économie informelle dans l'économie ivoirienne en ce sens qu'elle représente un potentiel exceptionnel de développement économique. Le pays a besoin de directives formelles et de leadership qui sont des facteurs importants dans la mise en œuvre de politiques efficaces bénéfiques aux acteurs du secteur informel.

Nos questions ayant une nature descriptive, elles ont représenté fidèlement, sinon décrit rigoureusement les faits des deux dernières décennies dans le discours sur l'économie informelle en Côte d'Ivoire. D'où l'importance de mon mémoire qui devient un document de référence pour l'analyse académique, la documentation pour la Côte d'Ivoire et ses partenaires financiers. Notre mémoire vient également rappeler l'impératif pour la Côte d'Ivoire de documenter de façon idoine ses travaux pour la mise en place même progressive d'une mémoire institutionnelle durable et performante pour le pays, la recherche et l'histoire. Finalement, la nécessité de consacrer au

secteur informel la priorité économique et politique dont elle a besoin étant donné qu'elle exploite la plus grande main-d'œuvre du pays dont la protection sociale et la sécurité sont une responsabilité de l'État de Côte d'Ivoire. Une telle démarche ne peut être possible qu'avec le soutien, les directives et l'accompagnement des partenaires financiers de la Côte d'Ivoire.

6. BIBLIOGRAPHIE

Afrobarometer. (2021). *Côte d'Ivoire*. Tiré de <https://afrobarometer.org/fr/pays/cote-divoire>

Akindès, F. (20010). *Dynamique de la politique sociale en Côte d'Ivoire*. Tiré de [https://unrisd.org/80256B3C005BCCF9/\(httpAuxPages\)/87A662065529FACE80256B5E003EE5FA/\\$file/akindes.pdf](https://unrisd.org/80256B3C005BCCF9/(httpAuxPages)/87A662065529FACE80256B5E003EE5FA/$file/akindes.pdf)

Banégas, R. & Losch, B. (2002). La Côte d'Ivoire au bord de l'implosion. *Politique africaine*, 3(3), 139-161. <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.3917/polaf.087.0139>

Bruton, G. D., Ireland, R. D., & Ketchen Jr, D. J. (2012). Toward a research agenda on the informal economy. *Academy of Management Perspectives*, 26(3), 1-11. <https://doi.org/10.5465/amp.2012.0079>

Charmes, J. & Adair, P. (2014). L'inconstant caméléon, ou comment appréhender l'informel ?. *Mondes en développement*, 166, 7-16. <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.3917/med.166.0007>

Chen, M. A. (2007). *Rethinking the informal economy: linkages with the formal economy and the formal regulatory environment*. Working Paper

Chen, M.A. (2012). *The Informal Economy: Definitions, Theories and Policies*. Working paper

Cogneau, D. & Mesplé-Somps, S. (1999). *La Côte d'Ivoire peut-elle devenir un pays émergent ?* Programme d'étude "Afrique émergente" Centre de Développement, OCDE. Tiré de <https://www.oecd.org/fr/dev/emoa/2674837.pdf>

Cogneau, D. & Mesplé-Somps, S. (2003). Les illusions perdues de l'économie ivoirienne et la crise politique. *Afrique contemporaine*, 206, 87-104. <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.3917/afco.206.0087>

Cypher, J. M., & Dietz, J. L. (2004). *The process of economic development (2nd ed.)*. Routledge.

FMI (2003). *Statement of an IMF Staff Mission at the Conclusion of a Staff Visit to Côte d'Ivoire* Press release no. 08/39 <https://www.imf.org/en/News/Articles/2015/09/14/01/49/pr0839>

Gary-Toukara, D. (2007). Côte d'Ivoire, 1970 : des charters pour migrants africains. *Plein droit*, 72, 25-28. <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.3917/pld.072.0025>

Godfrey, P. C. (2011). *Toward a Theory of the Informal Economy*. The Academy of Management Annals, 5(1), 231–277. <https://doi.org/10.1080/19416520.2011.585818>

Gouvernement de Côte d'Ivoire. (2021). *La fiche signalétique de la Côte d'Ivoire*. Portail officiel du gouvernement de Côte d'Ivoire. Tiré de https://www.gouv.ci/_fiche-siglaetique.php

Hecht, R. M. (1983). The Ivory Coast Economic “Miracle”: What Benefits for Peasant Farmers? *The Journal of Modern African Studies*, 21(1), 25–53. <https://doi.org/10.1017/S0022278X0002303X>

ILO. (2007). The informal economy: enabling transition to formalization. Background document to the Tripartite Interregional Symposium on the Informal economy: Enabling Transition to Formalization. ISBN 978-92-2-120534-0

ILO. (2013). *Économie informelle et travail décent : guide de ressources sur les politiques, soutenir les transitions vers la formalité*. Genève. International Labour Office, Département des politiques de l’emploi. ISBN 9789222269624; 9789222269631 (web pdf); 9789222269648 (CD-ROM)

Institut National de la Statistique. (2002). *Le secteur informel dans l'agglomération d'Abidjan : Performances, insertion, perspectives*. Tiré de http://www.ins.ci/documents/enquete_emploi/Enquete%201-2-3%20Rapport%20Phase%202.pdf

Fabig, H., & de Schaetzen, B. (2008). Fragile States: Côte d’Ivoire Poised for Comeback, *IMF Survey*. Retrieved Jul 8, 2021, from <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/023/0037/006/article-A008-en.xml>

Kanté, S. (2002). *Le secteur informel en Afrique subsaharienne francophone* Genève, Bureau international du Travail. ISBN 92-2-213517-2

Mankiw, N. G., & Pépin, B. (2004). *Principes de microéconomie*. Beauchemin.

Ministère de l’Économie et des Finances de Côte d’Ivoire. (2012). *Après l’atteinte du PPTE : « la Côte d’Ivoire désormais crédible aux yeux du Monde » Charles Koffi DIBY*. Tiré de <https://finances.gouv.ci/actualites/65-contenu-dynamique/actualite/277-apres-latteinte-du-ppte-l-la-cote-divoire-desormais-credibile-aux-yeux-du-monde-r-charles-koffi-diby>

Nvivo. (2020). *Correction de l'activité de prise en main*. Genially Tiré de <https://view.genial.ly/5e3859aa35ef460490fb59be/guide-tutoriel-interactif>

OCDE (2016), *Examen multidimensionnel de la Côte d'Ivoire : Volume 1. Évaluation initiale*, Les voies de développement, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264248557-fr>.

OCDE (2016), *Examen multidimensionnel de la Côte d'Ivoire : Volume 2. Analyse approfondie et recommandations*, Les voies de développement, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264251670-fr>.

OCDE (2016), *Examen multidimensionnel de la Côte d'Ivoire : Volume 3. De l'analyse à l'action*, Les voies de développement, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264255883-fr>.

OCDE. (2008). Économie informelle. Rapport Afrique de l'Ouest 2007-2008. Tiré de <https://www.oecd.org/fr/csao/publications/42358563.pdf>

OCDE. (2007). Removing Barriers to Formalisation. *Promoting Pro-Poor Growth: Policy Guidance for Donors*. Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264024786-8-en>.

Okoli, C., Schabram, K. (2010). *A Guide to Conducting a Systematic Literature Review of Information Systems Research*. Sprouts: Working Papers on Information Systems, 10(26), 1-49. <http://sprouts.aisnet.org/10-26>

Open data .(2021). Économie et Finances. Tiré de https://data.gouv.ci/donnee/thematiques_details/economie-et-finances522

Organisation Internationale du Travail Abidjan (2008). *Programme national pour le Travail Décent au Cote d'Ivoire 2008-2013*. Tiré de https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---africa/--ro-abidjan/---sro-abidjan/documents/publication/wcms_461652.pdf

Roubaud, F. (2014). 7. L'économie informelle est-elle un frein au développement et à la croissance économiques ?. *Regards croisés sur l'économie*, 14, 109-121. <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.3917/rce.014.0109>

Sabourin, P. (2008). L'analyse de contenu. *Recherche Sociale. De La problématique à La collecte De données*. 415-444.

Schumpeter, J. (2017). *Theory of Economic Development (1st ed.)*. Routledge. <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.4324/9781315135564>

Sepulveda, L., & Syrett, S. (2007). Out of the shadows? Formalisation approaches to informal economic activity. *Policy and Politics*, 35(1), 87–104. <https://doi.org/10.1332/030557307779657739>

Soro, S S. (2020). Institutional Quality and Tax Revenue in Côte d'Ivoire: Evidence from ARDL Approach. *International Journal of Economics and Financial Issues*, 10(6), 40–49.

UNDP (2021). Human development indicator. *Human development index Côte d'Ivoire* <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/CIV>

Wolff, S. (2011). The regional dimensions of state failure. *Review of International Studies*, 37(3), 951–972. <https://doi.org/10.1017/S0260210510000951>

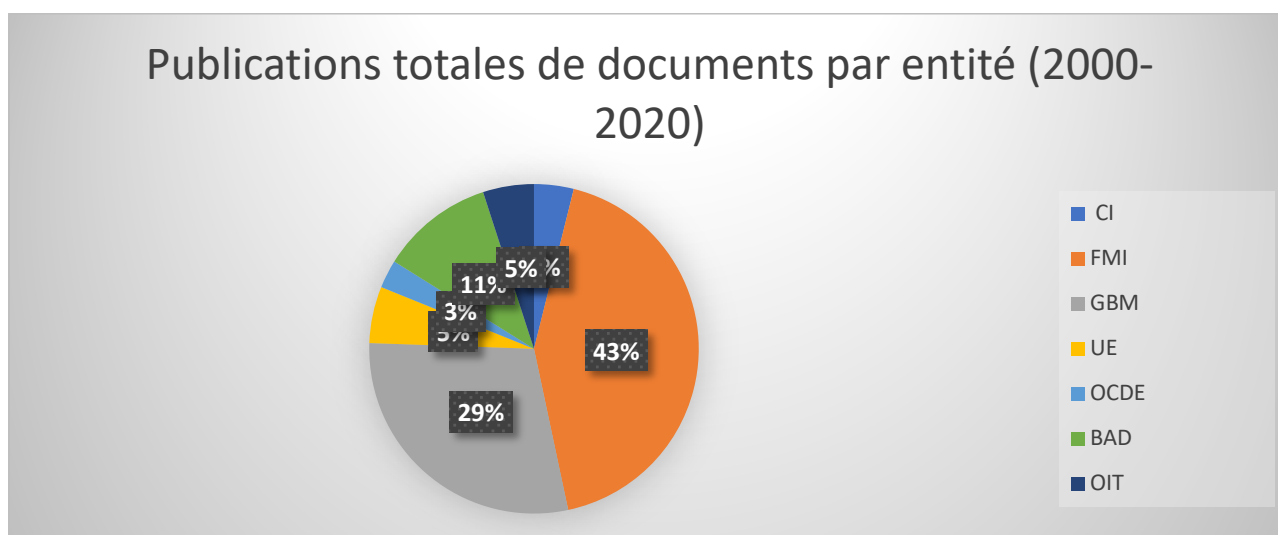
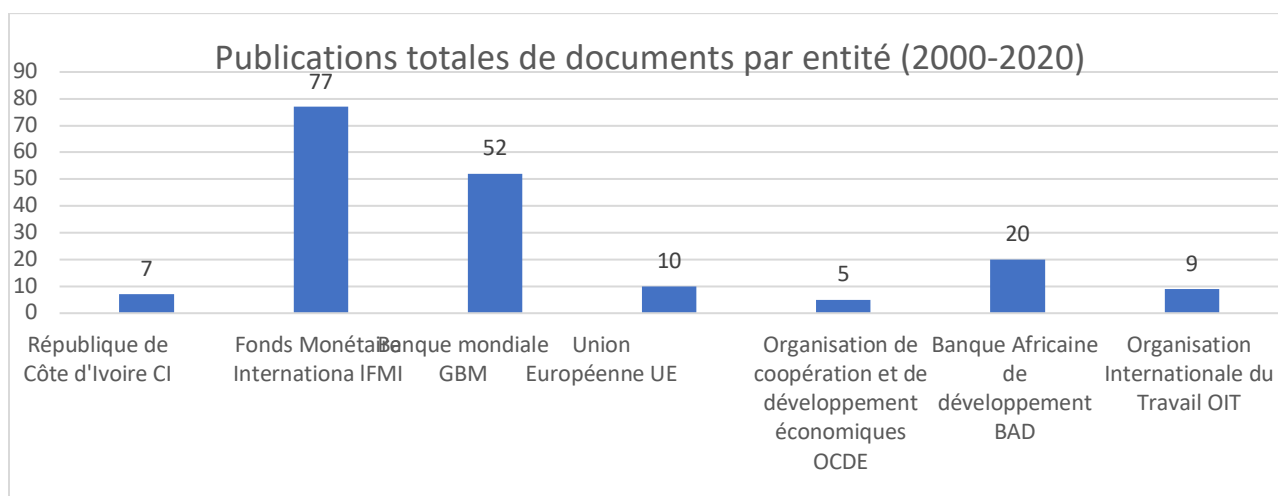
World Bank. (2020). *Côte d'Ivoire 10e rapport sur la situation économique : La Côte d'Ivoire Face à la COVID-19 - Quel Impact de la Crise sur les Entreprises et les Ménages*. Washington, DC. World Bank, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/34559>

World Bank. (2020). *Countries and Economies Cote d'Ivoire: Population, total*. Tiré de <https://datatopics.worldbank.org/world-development-indicators/>

7. Annexes

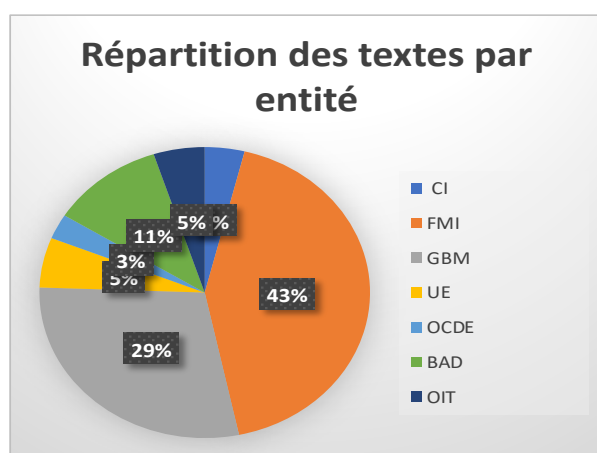
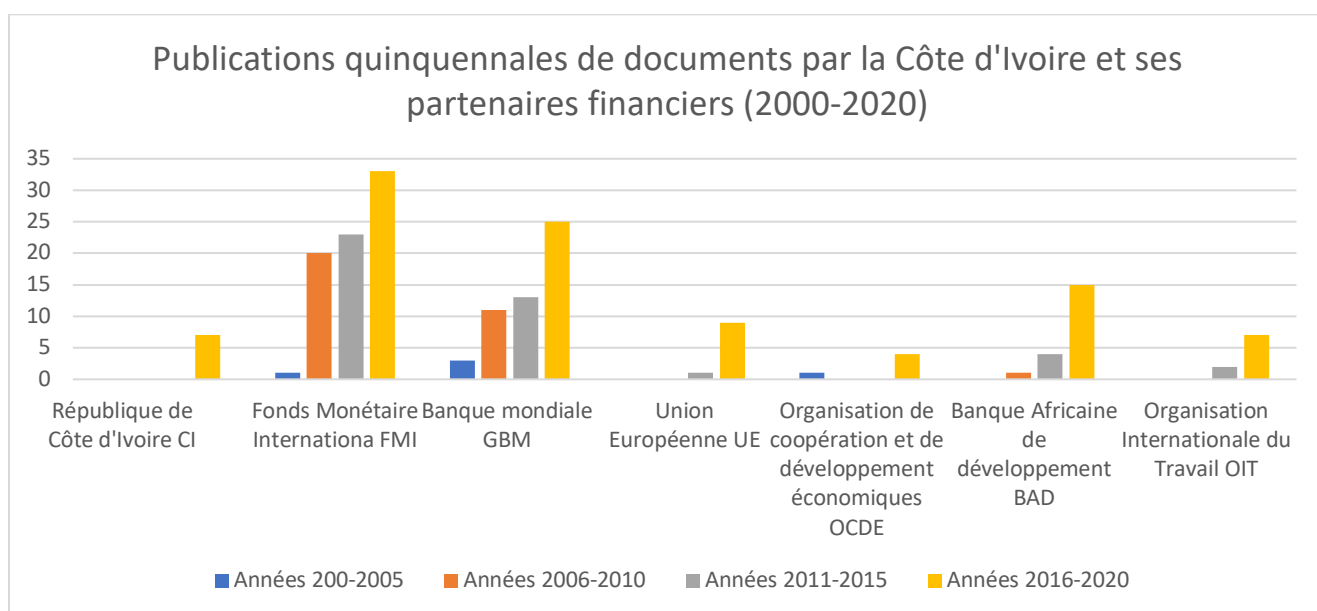
Répartition des documents publiés par entité (2000-2020)

Organisations	Nbre de documents	Années 200-2005	Années 2006-2010	Années 2011-2015	Années 2016-2020
République de Côte d'Ivoire CI	7				7
Fonds Monétaire International IFMI	77	1	20	23	33
Banque mondiale GBM	52	3	11	13	25
Union Européenne UE	10			1	9
Organisation de coopération et de	5	1			4
Banque Africaine de développement BAD	20		1	4	15
Organisation Internationale du	9			2	7
Total	180	5	32	43	100



Publication quinquennale de documents par la CI et ses partenaires financiers

	Années 200-2005	Années 2006-2010	Années 2011-2015	Années 2016-2020
République de Côte				7
Fonds Monétaire	1	20	23	33
Banque mondiale	3	11	13	25
Union Européenne			1	9
Organisation de coopération et de	1			4
Banque Africaine de		1	4	15
Organisation			2	7



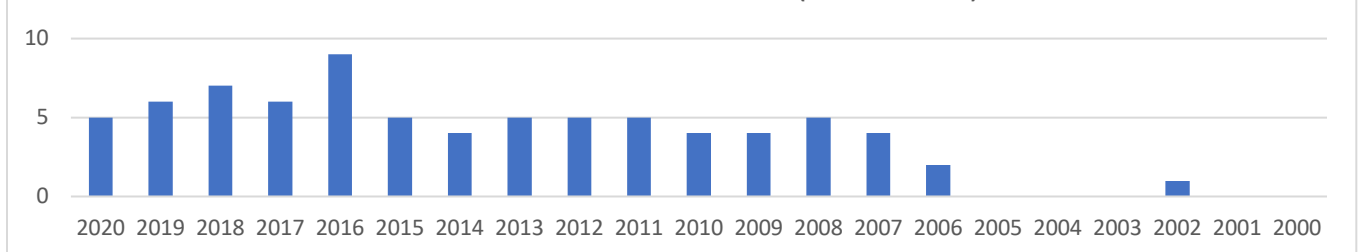
CI	7
FMI	77
GBM	52
UE	10
OCDE	5
BAD	20
OIT	9
Total	180

Publications annuelles FMI

Organisation	Nature du document	de interne du docum	Titre	nnée de publication
FMI IMF	Publication	NO. 20/321	Cote d'Ivoire : Seventh and Eighth Reviews under the Extended Credit	Dec-20
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 20/367	IMF Executive Board Completes the Final Reviews of Côte d'Ivoire's	Dec-20
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 20/308	IMF Staff Completes Review Mission to Côte d'Ivoire	Oct-20
FMI IMF	Publication	NO. 20/132	Requests for disbursement under the rapid credit facility and purchase	Apr-20
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 20/172	IMF Executive Board Approves a US\$886.2 Million Disbursement to Côte	Apr-20
FMI IMF	Publication	NO. 19/366	Cote d'Ivoire : Sixth Reviews Under the Arrangement Under the Extended	Dec-19
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 19/444	IMF Executive Board Completes the Sixth Review under the Extended	Dec-19
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 19/361	IMF Staff Team Completes Mission to Côte d'Ivoire	Oct-19
FMI IMF	Publication	NO. 19/197	Fifth reviews under the arrangement under the Extended credit facility	Jul-19
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 19/218	IMF Executive Board Completes Fifth Reviews under Extended Credit	Jun-19
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 19/96	IMF Staff Team Completes Mission to Côte d'Ivoire	Mar-19
FMI IMF	Publication	NO. 18/369	Cote d'Ivoire : Fourth Reviews Under the Arrangement Under the	Dec-18
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 18/474	IMF Executive Board Completes Fourth Reviews under an Extended	Dec-18
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 18/376	IMF Staff Team Completes Mission to Côte d'Ivoire	Oct-18
FMI IMF	Publication	NO. 18/182	Cote d'Ivoire : Staff Report for the 2018 Article IV Consultation and Third	Jun-18
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 18/241	IMF Executive Board Concludes 2018 Article IV Consultation, Completes	Jun-18
FMI IMF	Publication	NO. 18/95	Cote d'Ivoire : Technical Assistance Report-Modernizing the Analysis,	Apr-18
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 18/120	IMF Staff Team Completes Visit to Côte d'Ivoire	Apr-18
FMI IMF	Publication	NO. 17/372	Cote d'Ivoire : Second Reviews under an Arrangement under the	Dec-17
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 17/472	IMF Executive Board Completes Second Reviews of the ECF and the EFF	Dec-17
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 17/425	Statement by IMF First Deputy Managing Director David Lipton on	Nov-17
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 17/386	IMF Staff Team Completes Mission to Côte d'Ivoire	Oct-17
FMI IMF	Publication	NO. 17/165	Cote d'Ivoire : First Reviews Under Extended Arrangement Under the	Jun-17
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 17/121	IMF Staff Completes Review Mission to Côte d'Ivoire	Apr-17
FMI IMF	Publication	NO. 16/388	Cote d'Ivoire : Economic Development Documents-National Development	Dec-16
FMI IMF	Publication	NO. 16/82	Cote d'Ivoire : Request for an Extended Arrangement Under the	Dec-16
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 16/554	IMF Executive Board Approves US\$658.9 Million Under the ECF and EFF	Dec-16
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 16/437	IMF Staff Team Completes Mission to Côte d'Ivoire	Sep-16
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 16/325	IMF Staff Team Completes Mission to Côte d'Ivoire	Jul-16
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 16/252	Press Release: IMF Executive Board Concludes 2016 Article IV	May-16
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 16/112	Press Release: Statement of an IMF Staff Team at the end of a Mission in	Mar-16
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 16/68	Press Release: IMF Deputy Managing Director to visit Chad and Cote	Feb-16
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 16/82	Press Release: Statement by IMF Deputy Managing Director Furusawa at	Feb-16
FMI IMF	Publication	NO. 15/341	Cote D'Ivoire : Eighth Review Under the Extended Credit Facility	Dec-15
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 15/554	Press release: IMF Executive Board Completes Eighth Extended Credit	Dec-15
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 15/260	Press Release: IMF Executive Board Completes Seventh ECF Review for	Jun-15
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 15/160	Press Release: Statement of an IMF Team at the end of a Mission to	Apr-15
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 14/554	Press Release: IMF Executive Board Completes Sixth Review under the	Dec-14
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 14/457	Press Release: Statement at the End of an IMF Mission to Côte d'Ivoire	Oct-14
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 14/457	Press Release: Statement by IMF Managing Director Christine Lagarde at	Oct-14
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 14/134	Press Release: Statement at the Conclusion of an IMF Mission to Côte	Jun-14
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 13/515	IMF Executive Board Concludes the 2013 Article IV Consultation with	Mar-14
FMI IMF	Communiqué de presse	NO.13/381	Press Release: Statement at the Conclusion of an IMF Mission to Côte	Dec-13
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 13/201	Press Release: IMF Executive Board Completes Third ECF Review for	Oct-13
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 13/97	Press Release: IMF Concludes Third ECF Review Mission to Côte d'Ivoire	Jun-13
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 13/03	Press Release: Statement by IMF Managing Director Christine Lagarde at	Mar-13
FMI IMF	Communiqué de presse	NO.12/466	Press Release: IMF Executive Board Completes Second Review Under	Jan-13
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 12/376	Press Release: IMF Concludes ECF Review Mission to Côte d'Ivoire	Nov-12
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 12/239	Press Release: IMF and World Bank Announce more than US\$4 Billion in	Oct-12
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 12/175	Press Release: IMF Executive Board Completes First Review Under Côte	Jun-12
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 12/83	Press Release: Concluding Statement by an IMF Mission to Côte d'Ivoire	May-12
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 11/399	Press Release: IMF Executive Board Approves Three-Year, US\$615.9	Mar-12
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 11/333	Press Release: IMF Reaches Staff-Level Agreement with Côte d'Ivoire on	Nov-11
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 11/272	Press Release: IMF Executive Board Approves US\$129 Million	Sep-11
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 11/203	Press Release: IMF Reaches Staff-Level Agreement with Côte d'Ivoire on	Jul-11
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 11/146	Press Release: Statement by IMF Managing Director Dominique Strauss-	May-11
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 10/366	Press Release: Statement of the IMF Mission at the Conclusion of its Visit	Apr-11
FMI IMF	Communiqué de	NO. 10/284	Press Release: IMF Executive Board Completes Second Review Under	Sep-10
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 10/105	Press Release: Statement of the IMF Mission at the Conclusion of its Visit	Jun-10
FMI IMF	Communiqué de	NO. 10/128	Press Release: IMF Executive Board Approved Additional Interim	Mar-10
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 09/416	Press Release: IMF Executive Board Completes First Review Under Côte	Mar-10
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 09/309	Press Release: Statement at the Conclusion of an IMF Staff Mission to C	Nov-09
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 09/182	Press Release: Statement by IMF Managing Director Strauss-Kahn at the	Sep-09
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 09/104	Press Release: Côte d'Ivoire Reaches Decision Point Under the Enhanced	May-09
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 09/96	Press Release: IMF Executive Board Approves US\$565.7 Million PRGF	Mar-09
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 08/339	Press Release: IMF and World Bank Consider Côte d'Ivoire Eligible for	Dec-08
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 08/241	Press Release: Statement at the Conclusion of an IMF Staff Mission to C	Oct-08
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 08/144	Press Release: Statement of an IMF Mission at the Conclusion of a Staff	Jun-08
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 08/73	Press Release: IMF Approves US\$66.2 Million in Emergency Post-Conflict	Apr-08
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 08/39	Press Release: Statement of an IMF Staff Mission at the Conclusion of a	Mar-08
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 07/278	Press Release: Statement by the IMF Mission to Côte d'Ivoire	Nov-07
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 07/176	Press Release: IMF Executive Board Approves US\$62.2 Million in	Aug-07
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 07/100	Press Release: Statement at the Conclusion of an IMF Staff Mission to C	May-07
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 07/111	Press Release: Statement by an IMF staff Delegation in Côte d'Ivoire	May-07
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 06/110	Press Release: Statement by IMF Mission to Côte d'Ivoire	May-06
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 06/83	Press Release: Statement by IMF Managing Director Rodrigo de Rato	Apr-06
FMI IMF	Communiqué de presse	NO. 02/15	Press Release: IMF Approves in Principle US\$365 Million PRGF	Mar-02

Année de publication	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	Total
Nombre de documents	5	6	7	6	9	5	4	5	5	5	4	4	5	4	2				1			77

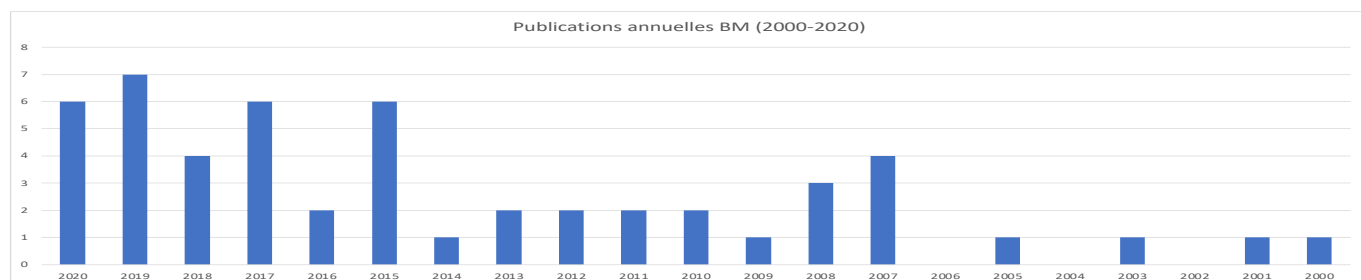
Publications annuelles FMI (2000-2020)



Publications annuelles BM

Organisation	Nature du document	Code interne du document	Titre	Année de publication
Banque mondiale WB	Policy Research Working Paper	9431	In It to Win It? Self-Esteem and Income-Earning among Couples	Oct-20
Banque mondiale WB	Report	153420	Taking Stock and Looking Ahead : Côte d'Ivoire and the COVID-19 Pandemic	Aug-20
Banque mondiale WB	Brief	34081	What's mine is yours: Pilot evidence from a randomized impact evaluation on property rights and women's empowerment	Jun-20
Banque mondiale WB	Working Paper	33763	Health systems assessment for Côte d'Ivoire accelerating reforms toward universal health coverage	May-20
Banque mondiale WB	Brief	145922	Reducing the agricultural gender gap in Côte d'Ivoire: how has it changed?	Feb-20
Banque mondiale WB	Policy Research Working Paper	9113	Gender Differences in Agricultural Productivity in Côte d'Ivoire Changes in Determinants and Distributional Composition	Jan-20
Banque mondiale WB	Technical note	33284	Côte d'Ivoire Evaluating digital payment systems for expanding social protection coverage	Dec-19
Banque mondiale WB	Working Paper	143857	Doing Business Economy Profile 2020	Nov-19
Banque mondiale WB	Policy note	33252	Côte d'Ivoire: Modernizing Social Protection and Labor Policy for Inclusive Growth	Nov-19
Banque mondiale WB	Report	2193	Situation Economique en Cote d'Ivoire : Au pays du cacao - comment transformer la Cote d'Ivoire	Jul-19
Banque mondiale WB	Working Paper	133722	Que la route soit bonne Améliorer la mobilité urbaine à Abidjan	Jul-19
Banque mondiale WB	Report	31317	Cote d'Ivoire Joint Bank-Fund Debt Sustainability Analysis - 2018 Update	Feb-19
Banque mondiale WB	Report	32745	Plan d'investissement d'une Agriculture Intelligente face au Climat en Côte d'Ivoire	Jan-19
Banque mondiale WB	Working Paper	30742	Doing Business Economy Profile 2019 : Côte d'Ivoire Training for reform	Nov-18
Banque mondiale WB	Policy Research Working Paper	8561	Creating New Positions? Direct and Indirect Effects of a Subsidized Apprenticeship Program	Aug-18
Banque mondiale WB	Report	30203	Opportunities for Digital Financial Services in the Cocoa Value Chain in Côte d'Ivoire : Insights from New Data	Jan-18
Banque mondiale WB	Report	30173	Unlocking Private Investment : A Roadmap to Achieve Côte d'Ivoire's 42 Percent Renewable Energy Target by 2030	Jan-18
Banque mondiale WB	Working Paper	28693	Doing Business Economy Profile 2018 : Côte d'Ivoire Reforming to create jobs	Nov-17
Banque mondiale WB	Report	124704	Welfare and Poverty Impacts of Cocoa Price Policy Reform in Côte d'Ivoire	Jul-17
Banque mondiale WB	Working Paper	118626	Et si l'émergence était une femme ? : comment la Côte d'Ivoire pourrait gagner au moins 6 milliards de us dollars	Jul-17
Banque mondiale WB	Brief	27951	Time and Money : A Study of Labor Constraints for Female Cotton Producers in Cote d'Ivoire	May-17
Banque mondiale WB	Working Paper	28460	Contemporaneous and Post-Program Impacts of a Public Works Program: Evidence from Côte d'Ivoire	May-17
Banque mondiale WB	Report	26384	Cote d'Ivoire Jobs Diagnostic : Employment, Productivity, and Inclusion for Poverty Reduction	Jan-17
Banque mondiale WB	Working Paper	25497	Doing Business Economy Profile 2017 : Côte d'Ivoire Equal opportunity for all	Nov-16
Banque mondiale WB	Working Paper	106783	La course vers l'émergence Pourquoi la Côte d'Ivoire doit ajuster son système financier	Jun-16
Banque mondiale WB	Working Paper	100681	Doing Business Economy Profile 2016 : Côte d'Ivoire Measuring regulatory quality and efficiency	Nov-15
Banque mondiale WB	Other Public Sector Study	10986	Identification for Development (ID4D) Identification systems analysis : Country assessment Côte d'Ivoire	Jun-15
Banque mondiale WB	Report	10013	Republic of Côte d'Ivoire Côte d'Ivoire Urbanization Review: Diversified Urbanization	Jun-15
Banque mondiale WB	Report	98117	CÔTE D'IVOIRE From Crisis to Sustained Growth Priorities for Ending Poverty and Boosting Shared Prosperity	Jun-15
Banque mondiale WB	Report	33212	Debt management performance assessment	Jun-15
Banque mondiale WB	Report	95632	Ivorian Economic performance since the End of the Post-Election Crisis	Mar-15
Banque mondiale WB	Working Paper	91983	Doing Business Economy Profile 2015 : Cote d'Ivoire Going beyond efficiency	Oct-14
Banque mondiale WB	Working Paper	82816	Doing Business Economy Profile 2014 : Côte d'Ivoire	Nov-13
Banque mondiale WB	Report	79744	Etre femme en Côte d'Ivoire : quelles strategies d'autonomisation? - Rapport des consultations de la Banque mondiale sur	Jun-13
Banque mondiale WB	Report	62572	Côte d'Ivoire The Growth Agenda: Building on Natural Resources and Exports	Mar-12
Banque mondiale WB	Working Paper	65256	Doing Business Economy Profile 2012 : Côte d'Ivoire Doing business in a more transparent world	Jan-12
Banque mondiale WB	Investment Climate Assessment (ICA)	69767	Cote d'Ivoire - Investment climate survey report	Mar-11
Banque mondiale WB	Policy Research Working Paper	5594	Côte d'Ivoire's Infrastructure A Continental Perspective	Mar-11
Banque mondiale WB	Working Paper	62867	The Cotton Sector of Côte d'Ivoire Africa Region	Jun-10
Banque mondiale WB	Country Environmental Analysis (CEA)	54429	Cote d'Ivoire - Country environmental analysis (CEA) Executive Summary	Jun-10
Banque mondiale WB	Technical reports	92316	Enterprise Surveys : Côte d'Ivoire Country Profile 2009	Aug-09
Banque mondiale WB	Public Expenditure Review	44429	Côte d'Ivoire Public Expenditure Management and Financial Accountability Review (In Three Volumes) Volume I: Main	Nov-08
Banque mondiale WB	Policy Research Working Paper	44429	Côte d'Ivoire Public Expenditure Management and Financial Accountability Review (In Three Volumes) Volume II: Public	Nov-08
Banque mondiale WB	Public Expenditure Review	44429	Côte d'Ivoire Public Expenditure Management and Financial Accountability Review (In Three Volumes) Volume III: Public	Nov-08
Banque mondiale WB	Policy Research Working Paper	4414	Cote d'Ivoire: From Success to Failure A Story of Growth, Specialization, and the Terms of Trade	Nov-07
Banque mondiale WB	Policy Research Working Paper	4415	Cote d'Ivoire: Volatility, Shocks and Growth	Nov-07
Banque mondiale WB	Policy Research Working Paper	4416	Cote d'Ivoire: Competitiveness, Cocoa, and The Real Exchange Rate	Nov-07
Banque mondiale WB	Country Report	46400	ICT in Education in Côte D'Ivoire	Jun-07
Banque mondiale WB	Policy Research Working Paper	3668	Economic Impacts of Professional Training in the Informal Sector:	Jul-05
Banque mondiale WB	Public Expenditure Review	27141	Ivory Coast Strengthening Public Expenditure Management and Controls	Dec-03
Banque mondiale WB	Policy research working paper	2600	Rent-Sharing, Hold-Up, and Manufacturing Wages in Côte d'Ivoire	May-01
Banque mondiale WB	Policy research working paper	2377	Reforming the Water Supply The success of Abidjan's water sector is attributable to the in Abidjan, Cote d'Ivoire	Jun-00

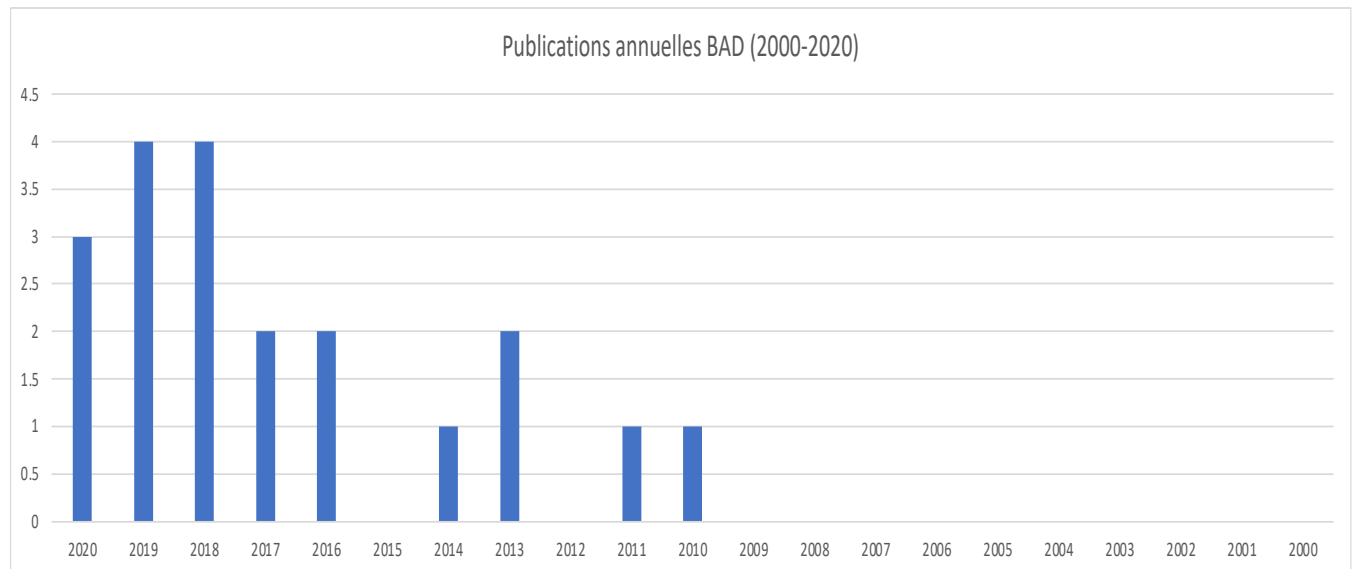
Année de publication	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	Total
Nombre de documents	6	7	4	6	2	6	1	2	2	2	2	1	3	4		1		1		1	1	52



Publications annuelles BAD

Organisation	Nature du document	Département	Titre	Année de publication	Année de publication
BAD AFDB	Evaluation report	RDGW/PGCL	Programme d'appui à la riposte contre la covid-19	Jun-20	Jun-20
BAD AFDB	Evaluation report	RDGW/PESD	Projet de renforcement des ouvrages du système électrique et d'accès à l'électricité Phase I	Mar-20	Mar-20
BAD AFDB	Publication	FAO/CIAT/AFDB	Digital Agriculture Profile Côte d'Ivoire	Jan-20	Jan-20
BAD AFDB	Evaluation report	ECGF/RDGW	Côte d'Ivoire programme d'appui aux reformes économiques et sociales (pares) rapport	Nov-19	Nov-19
BAD AFDB	Evaluation report	AHHD/RDGW	Rapport d'évaluation projet d'appui au programme social du gouvernement (PA-PS Gouv)	Nov-19	Nov-19
BAD AFDB	Evaluation report	RDGW/AHAI/PGCL	Projet d'appui à la mise en œuvre du programme de développement pour une prestation de	Oct-19	Oct-19
BAD AFDB	Publication	X	Côte d'Ivoire - Octroi d'une Ligne de crédit à la NSIA Banque - Système de Gestion	Aug-19	Aug-19
BAD AFDB	Environmental & Social Assessments	RDGW/PICU/PGCL	Côte d'Ivoire projet de routes de désenclavement des zones transfrontalières phase1 – section	Dec-18	Dec-18
BAD AFDB	Evaluation report	RDGW/ECGF/AHFR	République de Côte d'Ivoire projet d'appui à la gouvernance de la filière cacao (PAGFIC) Rapport	Nov-18	Nov-18
BAD AFDB	Evaluation report	RDGW	Projet d'amélioration de l'accès à l'électricité en milieu rural	Oct-18	Oct-18
BAD AFDB	Document de stratégi	RDGW	Côte d'Ivoire document de stratégie pays (DSP 2018-2022) combiné avec la revue de la	Sep-18	Sep-18
BAD AFDB	Evaluation report	ECGF/PGCL	Projet : appui à la gestion économique et financière (PAGEF)	Mar-17	Mar-17
BAD AFDB	Evaluation report	AHAI	Côte d'Ivoire projet de pôle agro-industriel dans la région du béliér (2PAI-BELIER)	Jan-17	Jan-17
BAD AFDB	Evaluation report	OITC	Projet de transport urbain d'Abidjan	Dec-16	Dec-16
BAD AFDB	Evaluation report	ONEC	Projet de renforcement des réseaux électriques de transport et de distribution (PRETD)	Nov-16	Nov-16
BAD AFDB	Projects & Operations	X	Le Groupe de la Banque africaine de développement et la Côte d'Ivoire - Partenaires pour la	Dec-14	Dec-14
BAD AFDB	Evaluation report	OSHD	Appui à l'amélioration de l'employabilité et de l'insertion des jeunes (PAAEI)	Nov-13	Nov-13
BAD AFDB	Document de stratégi	ORWA	Côte d'Ivoire document combiné de stratégie pays 2013-2017 et de Revue du portefeuille 2013	Oct-13	Oct-13
BAD AFDB	Projects & Operations	X	Côte d'Ivoire : Fiche pays 2011-2012	May-11	May-11
BAD AFDB	Document de stratégi	ORWA	Côte d'Ivoire note de stratégie globale pays 2009-2010	Feb-10	Feb-10

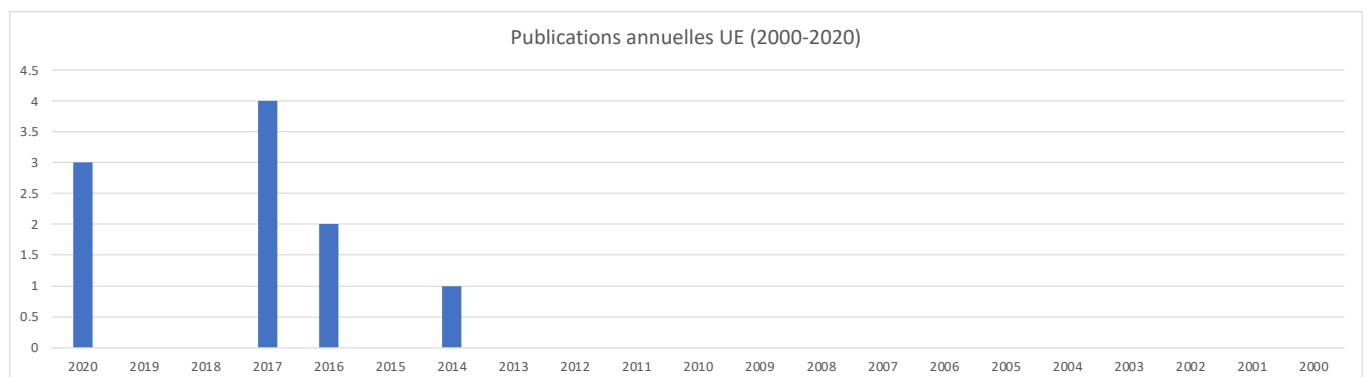
Année de publication	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	Total
Nombre de documents	3	4	4	2	2		1	2		1	1											20



Publications annuelles UE

Organisation	Nature du document	Code interne du document	Titre	Année de publication
UE EU	Communiqué de presse	200901_8	L'Union européenne poursuit son soutien à la Côte d'Ivoire dans le cadre de la crise liée au	Sep-20
UE EU	Op-Eds	200709_17	L'Union européenne et ses Etats membres unis dans la riposte à la pandémie de COVID-19	Jul-20
UE EU	Communiqué de presse	200304_32	Promotion des micro-initiatives en faveur de la société civile	Feb-20
UE EU	Etude	2015/362875	Evaluation de la coopération de l'Union européenne avec la République de Côte	Nov-17
UE EU	Communiqué de presse	171020_8	L'Union européenne et l'UNICEF viennent en aide aux jeunes les plus vulnérables	Oct-17
UE EU	Communiqué de presse	170927_16	Evaluation de la coopération de l'Union européenne avec la République de Côte	Sep-17
UE EU	Op-Eds	170324_11	Tribune de SEM Jean-François Valette, Ambassadeur de l'Union européenne en Côte d'Ivoire,	Jan-17
UE EU	Programme	X	Feuille de Route de l'Union européenne pour l'engagement envers la Société Civile en Côte	Jul-16
UE EU	Communiqué de presse	161030_4	Communiqué conjoint adopté lors de la visite en Côte d'Ivoire de M. Bert Koenders,	Apr-16
UE EU	Programme	2070433	11ème Fonds Européen de Développement Programme indicatif national pour la période	Jun-14

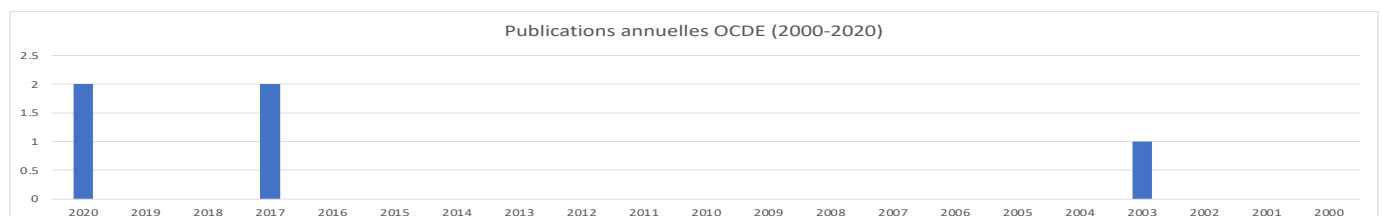
Année de publication	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	Total
Nombre de documents	3			4	2		1															10



Publications annuelles OCDE

Organisation	Nature du document	Code interne du document	Titre	Année de publication
OCDE OECD	Policy analysis	X	Mobilising tax revenues to finance the health system in Côte d'Ivoire	Sep-20
OCDE OECD	Rapport	X	Côte d'Ivoire : l'avancée des réformes vers l'émergence en 2020	Jan-20
OCDE OECD	Publications & documents	X	Examen du bien-être et des politiques de la jeunesse en Côte d'Ivoire	Oct-17
OCDE OECD	Publications	X	Interactions entre politiques publiques, migrations et développement en Côte d'Ivoire	May-17
OCDE OECD	Publications	X	African Economic Outlook 2002/03 - Country Studies: Côte d'Ivoire	Mar-03

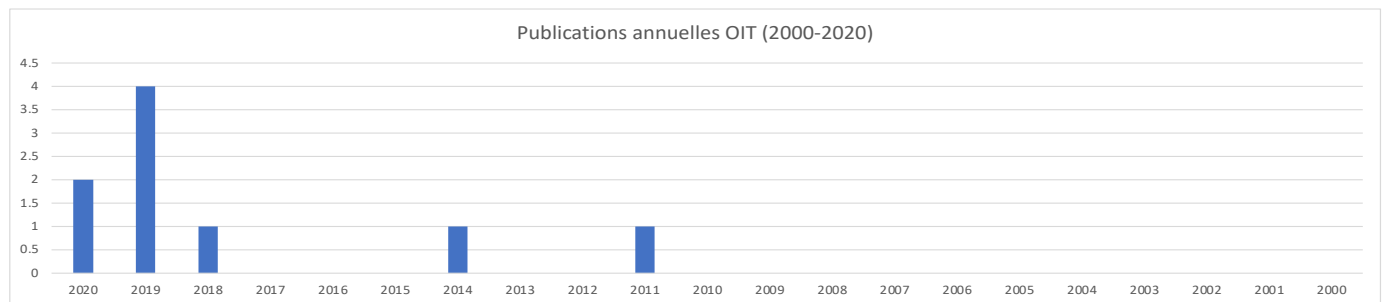
Année de publication	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	Total
Nombre de documents	2			2														1				5



Publications annuelles OIT

Organisation	Nature du document		Titre	Année de publication
OIT ILO	Programmes et projets	X	Côte d'Ivoire : l'OIT soutient le ministère de l'emploi et de la protection sociale dans la lutte	Dec-20
OIT ILO	Note d'information	X	Emploi et questions sociales dans le monde: Une économie verte et créatrice d'emplois	Feb-20
OIT ILO	Publication	No. 7	Multiplicateurs d'emploi sectoriel en Côte d'Ivoire	Sep-19
OIT ILO	Publication	No. 8	Estimation de la relation d'okun pour la Cote d'Ivoire	Sep-19
OIT ILO	Publication	No. 9	Emploi et Revenu dans la Chaîne de Valeur du Manioc en Côte d'Ivoire	Sep-19
OIT ILO	Publication	No. 11	L'Impact des Investissements Routiers sur l'Emploi en Côte d'Ivoire	Sep-19
OIT ILO	Publication	978-922-230878-1	Guide d'Intervention de l'Inspection du Travail dans l'Économie Informelle Une méthode	Mar-18
OIT ILO	Projet	RAF/16/54/FRA	Associer les entreprises multinationales à la création d'emplois pour les jeunes, hommes et	Dec-14
OIT ILO	Etude	No. 13	Promouvoir la création d'emplois pour les jeunes dans les entreprises multinationales et leurs	Nov-11

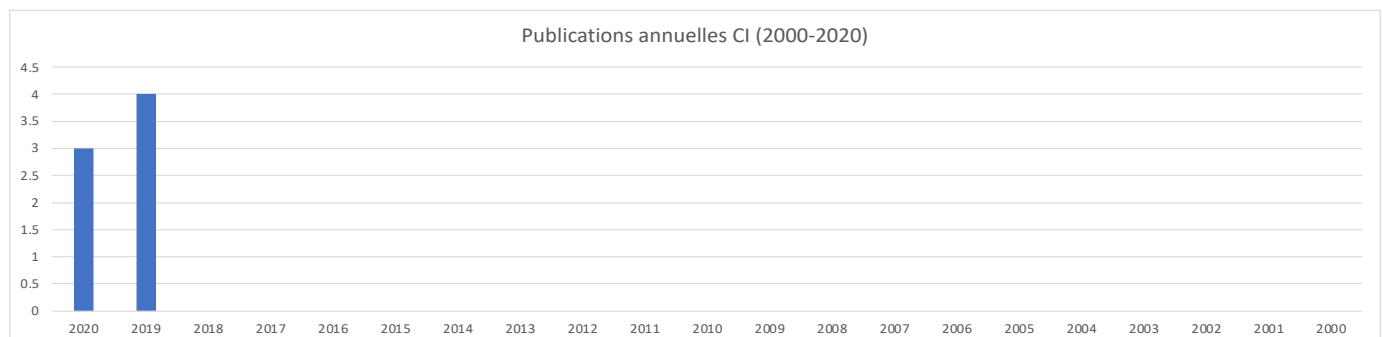
Année de publication	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	Total
Nombre de documents	2	4	1				1			1												9



Publications annuelle CI

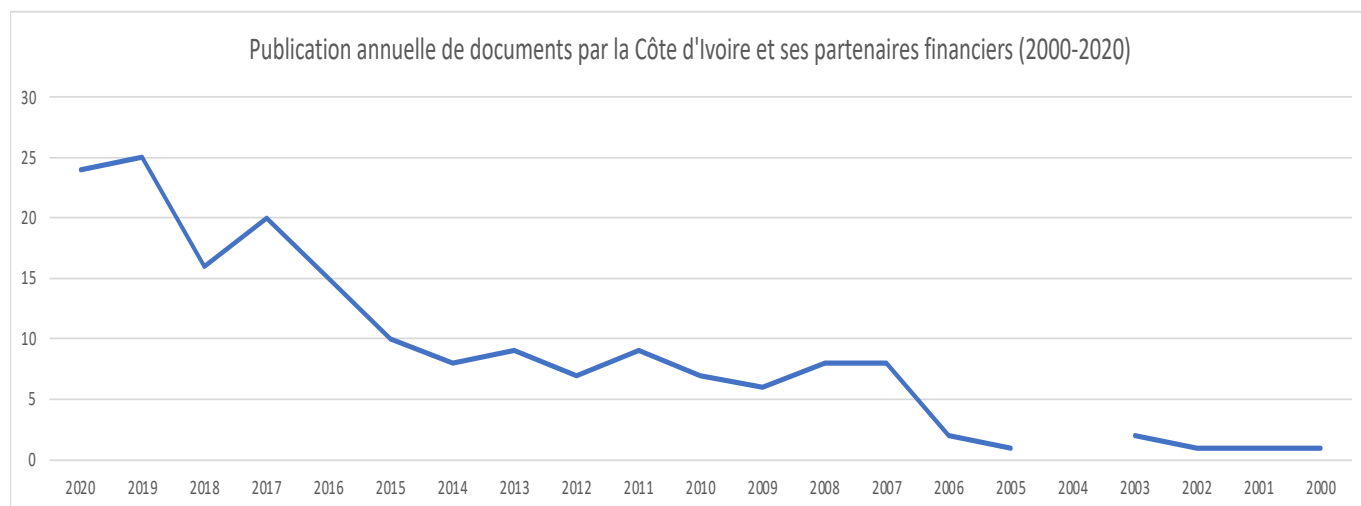
Organisation	Nature du document	Département	Titre	Année de publication
Le Ministère de l'Economie et des Finances	Actualité	Sercom Mef	Yamoussoukro / Fonds Covid-19 : Les sénateurs de la CAEF adoptent à l'unanimité 4 projets de loi présentés	Aug-20
Le Ministère de l'Economie et des Finances	Actualité	Sercom Mef	Déficit de financement des entreprises, projets de logements et d'infrastructures en Côte d'Ivoire Le Ministre	Feb-20
Le Ministère de l'Economie et des Finances	Actualité	Sercom Mef	Vœux de nouvel an au ministère de l'Economie et des Finances : Le Ministre Adama Coulibaly définit 5 axes	Jan-20
Le Ministère de l'Economie et des Finances	Actualité	Sercom Mef	Au cours d'une rencontre avec le Comité de Direction de la DGTCF : Le Ministre Adama Coulibaly fixe 5	Oct-19
Le Ministère de l'Economie et des Finances	Actualité	Sercom Mef	Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) : le projet de loi modifiant la réglementation adopté à l'unanimité	Jul-19
Le Ministère de l'Economie et des Finances	Actualité	Sercom Mef	Accès des populations aux services financiers formels : La Côte d'Ivoire lance la Stratégie nationale d'inclusion	Jun-19
Le Ministère de l'Economie et des Finances	Actualité	Sercom Mef	Performances économiques exceptionnelles depuis 2012 - Le Ministre Adama Koné livre les clefs du succès de	Apr-19

Année de publication	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	Total
Nombre de documents	3	4																				7



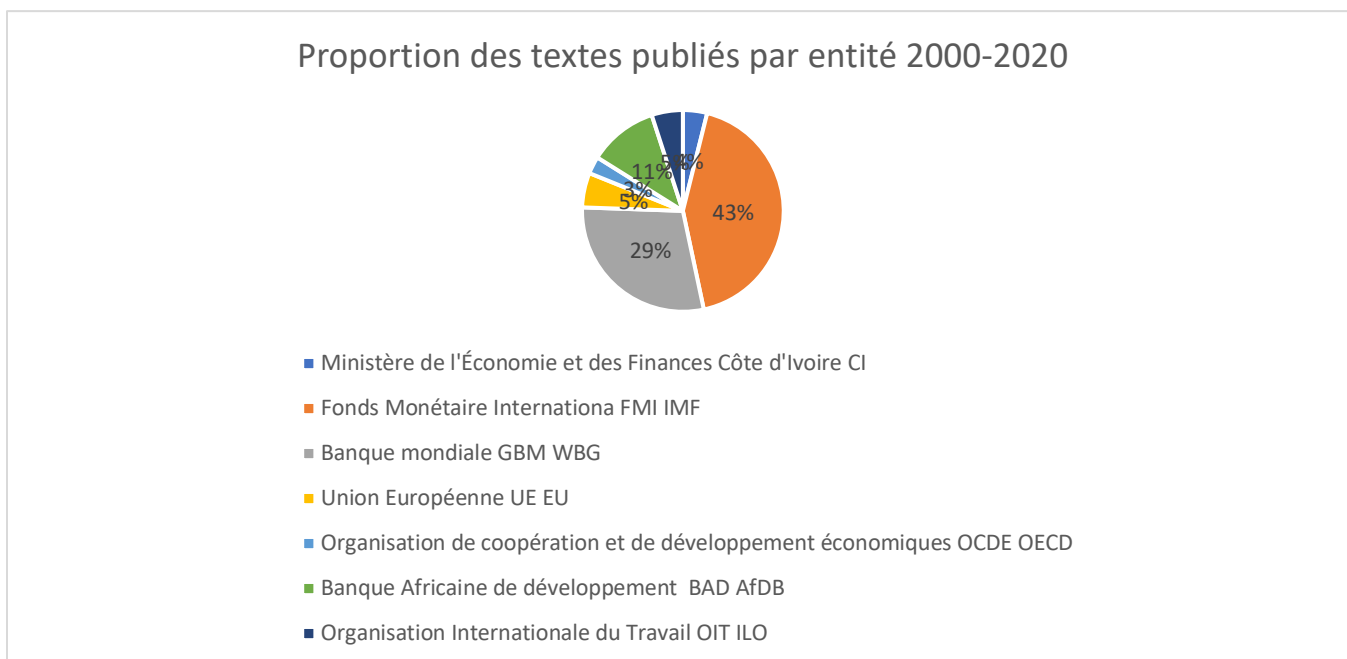
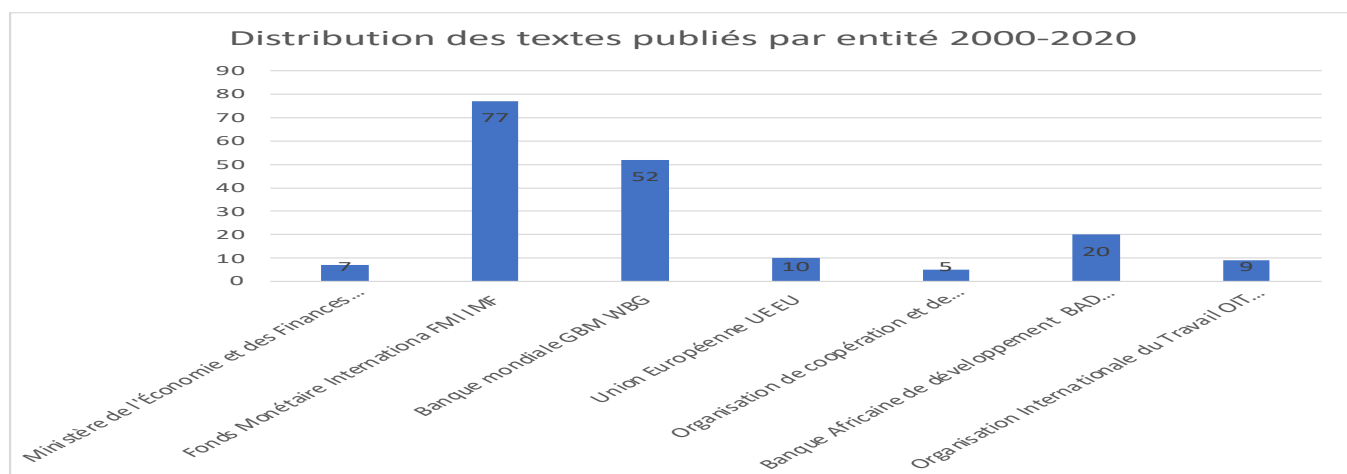
[illegible]

Année de publication	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	Total
Nombre de documents	24	25	16	20	15	10	8	9	7	9	7	6	8	8	2	1		2	1	1	1	180



Données et graphiques par quinquennat

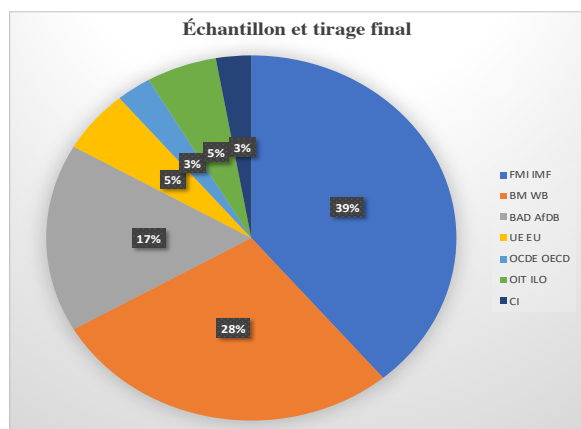
Organisations	2000-2005	2006-2010	2011-2015	2016-2020	Nombre total de documents par organisation
Ministère de l'Économie et des Finances Côte d'Ivoire CI				7	7
Fonds Monétaire Internationa FMI IMF	1	20	23	33	77
Banque mondiale GBM WBG	4	10	13	25	52
Union Européenne UE EU			1	9	10
Organisation de coopération et de développement économiques OCDE OECD	1			4	5
Banque Africaine de développement BAD AfDB		1	4	15	20
Organisation Internationale du Travail OIT ILO			2	7	9
Nombre total de documents	6	31	43	100	180



Textes disponibles par quinquennat quinquennat

[illegible]

Représentation et tirage final



Organisation	Représentation
FMI IMF	14
BM WB	10
BAD AfDB	6
UE EU	2
OCDE OECD	1
OIT ILO	2
CI	1
Total	36

Résultats tirages au sort Dcode

11 11	11 11	11 11	11 11
1 5	1 30	1 79	1 4
2 15	2 21	2 53	2 3
3 10	3 40	3 51	3 6
4 31	4 18	4 94	4 5
5 20	5 25	5 16	5 1
6 8	6 33	6 56	6 2
7 12	7 10	7 41	
8 17	8 13	8 20	
9 16	9 29	9 96	
10 19	10 36	10 85	
#10	#10	#10	#6

Source : Dcode, 2021

Indice de corruption sur la Côte d'Ivoire 2010-2020

Corruption perceptions index, Transparency International (2020)			
Years	Score	Rank	Score change
2020	36/100	104/180	↑ +7 since 2012
2019	35/100	106/180	↑ +6 since 2012
2018	35/100	105/180	↑ +6 since 2012
2017	36/100	103/180	↑ +7 since 2012
2016	34/100	108/176	↑ +5 since 2012
2015	32/100	106/168	↑ +3 since 2012
2014	32/100	115/175	↑ +3 since 2012
2013	27/100	136/177	↓ -2 since 2012
2012	29/100	130/176	= 0 since 2012
2011	2.2	154/182	Not available
2010	2.2	104/178	Not available

Résultats de recherche sur Le discours sur l'économie informelle

En Côte d'Ivoire 2000-2020

Mots/Période	Secteur informel	Informal sector	Informal economy	Secteur privé	Dette	Debt	Produit Intérieur	Tax	Formalisation	Sécurité	Emploi	Financement	Aide	Gouvernance	Développement	Pauvreté	Travail	Protection sociale	Corruption
2000-2005	0 occurrence 0%	14 occurrences 0.21%	0 occurrence 0%																
2006-2010	0 occurrence 0%	3 occurrences 0.8%	0 occurrence 0%																
2011-2015	0 occurrence 0%	0 occurrence 0%	1 occurrence 0.1%																
2016-2020	2 occurrences 0.2%	1 occurrence 0.1%	0 occurrence 0%																
2000-2020	2 occurrences 0.2%	18 occurrences 0.30%	1 occurrence 0.1%	99 occurrences 1.74%	679 occurrences 0.24%	708 occurrences 0.25%	/	272 occurrences 0.01%		90 occurrences 0.02%	324 occurrences 0.01%	340 occurrences 0.06%	/	284 occurrences 0.05%	276 occurrences 0.010%	148 occurrences 0.05%	258 occurrences 0.05%	/	/

Résultats de recherche

Le discours sur l'économie informelle en Côte d'Ivoire de 2000 à 2020

Mots/ Période	Secteur informel	Informal sector	Informal economy	Secteur privé	Dettes	Debt	Produit Intérieur Brut (PIB)	Tax	Formali- sation	Sécurité	Emploi	Finance- ment	Aide	Gouver- nance	Dévelop- pement	Pauvreté	Travail	Protection sociale	Corruption
2000-2005	0 occ 0%	14 occ 0.21%	0 occ 0%																
2006-2010	0 occ 0%	3 occ 0.8%	0 occ 0%																
2011-2015	0 occ 0%	0 occ 0%	1 occ 0.1%																
2016-2020	2 occ 0.2%	1 occ 0.1%	0 occ 0%																
2000-2020	2 occ 0.2%	18 occ 0.30%	1 occ 0.1%	99 occ 1.74%	679 occ 0.24%	708 occ 0.25%	/	272 occ 0.01%	/	90 occ 0.02%	324 occ 0.01%	340 occ 0.06%	/	284 occ 0.05%	276 occ 0.010%	148 occ 0.05%	258 occ 0.05%	/	/